

LE JOURNAL FONDÉ PAR JEAN JAURÈS

l'Humanité

JEUDI 18 JUILLET 2024. | N° 23987. | 2,70 € | www.humanite.fr



La gauche accroche l'espoir au Perchoir

Le Nouveau Front populaire s'est doté d'un candidat commun en la personne du communiste André Chassaigne pour remporter la présidence de l'Assemblée nationale dont l'élection a lieu ce jeudi. P. 2

« LE DÉCLASSEMENT FAIT LE TERREAU DU RN »

La secrétaire générale de la CGT, Sophie Binet, et le président de Médecins du monde, Jean-François Corty, exhortent le futur gouvernement à rompre avec la politique de casse sociale sur laquelle prospère l'extrême droite. P. 6



ÉDITORIAL
PAR SÉBASTIEN
CRÉPEL

Le bel accord

En s'entendant in extremis sur la candidature du communiste André Chassaigne au Perchoir, la gauche vient de faire mentir ses adversaires. Avec ce bel accord, elle rassure aussi ses électeurs qui commençaient à désespérer de sa capacité à se hisser à la hauteur du moment historique, après la belle surprise des législatives où, surmontant ses divisions, elle s'est unie dans le Nouveau Front populaire (NFP). Reste le plus dur : gagner la bataille de la présidence de l'Assemblée nationale, ce jeudi, alors que la gauche y dispose de moins de 200 sièges sur 577.

La candidature du président tout juste réélu du groupe de la Gauche démocrate et républicaine (GDR) est un choix d'intelligence et de sagesse. Elle permet à la fois de dépasser l'opposition stérile entre la FI et le PS qui paralyse le NFP depuis dix jours, et de jouer la carte du rassemblement majoritaire derrière une personnalité reconnue pour son ouverture d'esprit, ses principes républicains et son éthique sourcilleuse. Avec André Chassaigne au Perchoir, c'est la garantie d'une présidence de l'Assemblée

Avec André Chassaigne, c'est la garantie d'une présidence respectueuse des droits de chaque député.

authentiquement de gauche, respectueuse de l'opinion et des droits de chaque député quel que soit son parti, mais aussi intransigente avec ceux qui, demain, tenteraient de dévoyer l'institution pour en faire une tribune de haine et de fracture de la communauté nationale.

Le parcours d'André Chassaigne révèle le meilleur de la tradition du communisme français. Celle qui fait de la participation de chacun aux choix démocratiques la condition du changement social et de jours meilleurs. Sa méthode de délibération citoyenne dans sa circonscription du Puy-de-Dôme est riche de nombreux succès dans l'Hémicycle en vingt-deux ans de mandats. Parce que ces qualités peuvent permettre au député PCF de faire gagner le NFP, ses adversaires vont redoubler d'efforts pour le faire tomber. Tous les coups tordus, tous les arrangements de l'ombre sont désormais possibles. Il en va de la crédibilité à rassembler, demain, une majorité pour gouverner. Mais si la gauche remporte cette épreuve, la pression citoyenne redoublera pour qu'elle désigne au plus vite son candidat pour Matignon. ■

Le Nouveau Front populaire à la conquête du Perchoir

PARLEMENT Après avoir créé la surprise lors des législatives, l'alliance de gauche entend conquérir la présidence de l'Assemblée nationale, ce jeudi, pour continuer sa marche vers l'exercice du pouvoir. Elle s'est entendue sur un candidat : le communiste André Chassaigne.

Une journée capitale attend ce jeudi le Nouveau Front populaire (NFP), avec l'élection de la présidence de l'Assemblée nationale. Les députés de gauche, qui constituent la première force de l'Hémicycle devant la Macronie et l'extrême droite, se sont mis d'accord pour présenter le député communiste André Chassaigne au poste de président de la Chambre. Signe d'une République qui se parlementarise faute de majorité absolue, jamais l'élection au Perchoir n'a été tant disputée. Ce scrutin s'annonce crucial, non seulement pour l'avenir de la Chambre et le respect du Parlement, mais aussi parce qu'il constitue une étape clé dans la course à Matignon.

Pour la gauche, une étape clé

Sur les bancs à la gauche du Palais Bourbon, le principe d'un candidat commun était acquis depuis plusieurs jours. Restait à trouver l'oiseau rare. Mercredi, c'est au président du groupe GDR et député PCF André Chassaigne que cette mission d'importance a été confiée, en vue de symboliser que l'Assemblée penche à gauche. « *Nous devons montrer qu'on peut obtenir une majorité, même relative, à l'Assemblée nationale. Si nous n'en faisons pas la démonstration, nous nous mettons en danger. L'échéance est cruciale* », décrypte la sénatrice écologiste Mélanie Vogel, qui précise toutefois : « *Si nous ne parvenons pas à faire élire une personne du NFP, cela ne signifie pas pour autant qu'Emmanuel Macron sera légitime à nommer premier ministre quelqu'un qui n'est pas du NFP.* » Dans l'édition de l'Humanité de ce mardi, André Chassaigne soulignait combien « *ce scrutin déterminera aussi quelles seront la majorité et l'opposition*

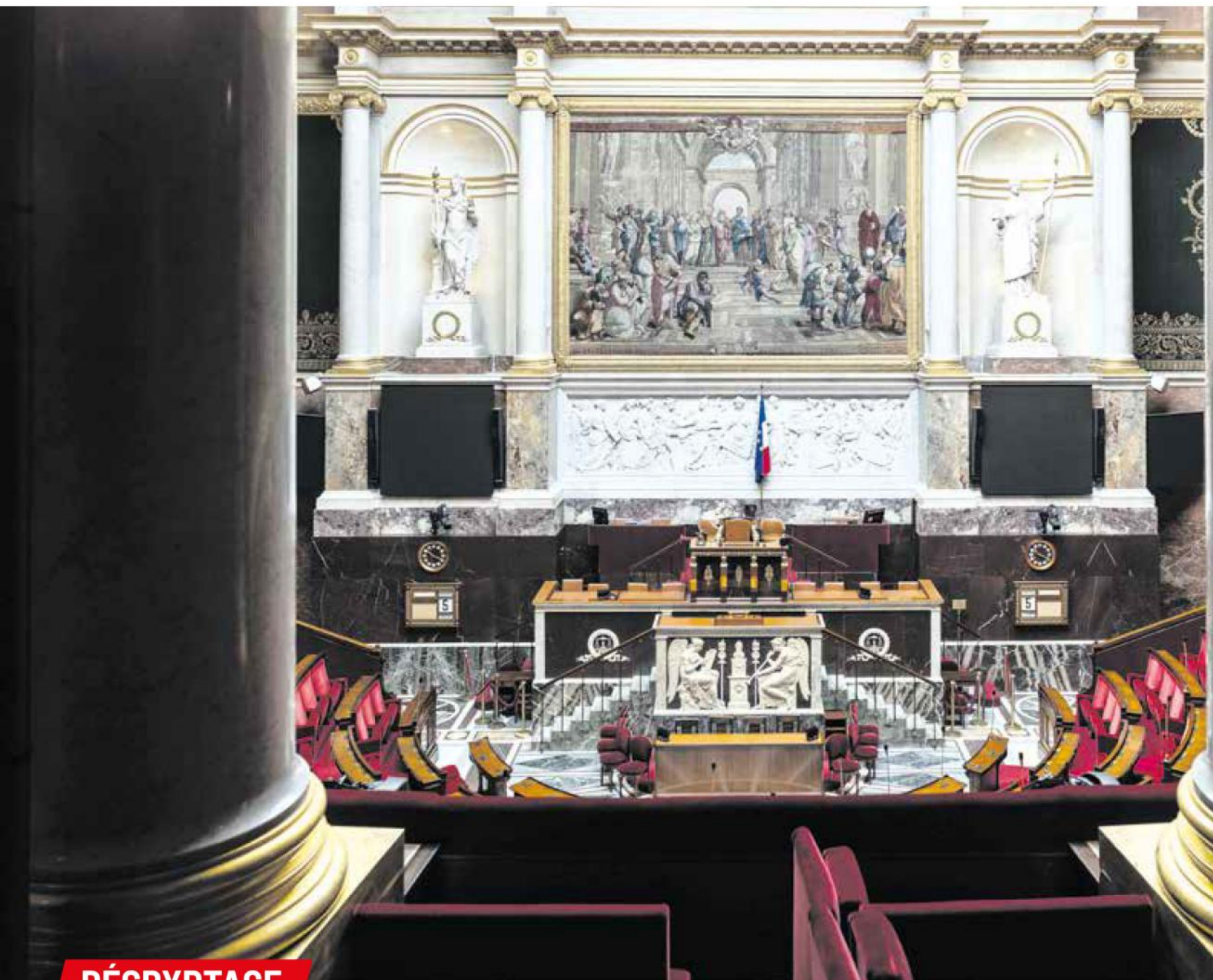
au sein de cette assemblée ». Ce sera donc une indication en vue d'écrire la suite. Avec cette élection se joue la capacité de la gauche à gouverner.

Vers un troisième tour décisif

Le scrutin se joue à trois tours qui, tous, se dérouleront ce 18 juillet. Aux deux premiers, est élu celui qui obtient une majorité absolue des suffrages exprimés. Au troisième, une majorité relative suffit : le candidat arrivé en tête l'emporte même s'il ne recueille pas 50 % des voix plus une. Il est dès lors important pour chaque bloc, celui de la gauche, de l'extrême droite ou du « centre », de serrer les rangs. Mais aussi de trouver un profil capable de séduire dans les autres blocs en vue du troisième tour. Entre chaque scrutin, il est possible de changer de candidat. À noter que Charles de Courson, porteur de la motion de censure contre la réforme des retraites et membre du groupe Libertés, indépendants, outre-mer et territoires (Liot), présente sa candidature. Bien que provenant de la droite, il a partagé de nombreuses batailles avec la gauche lors de la dernière législature. Du côté du NFP, c'est donc la figure d'André Chassaigne, député expérimenté élu en 2002, reconnu à la fois pour sa combativité et pour sa capacité de dialogue, qui a été choisie afin de recueillir un maximum de suffrages.

Le danger d'une droite qui s'organise

Une victoire de la Macronie potentiellement alliée à la droite donnerait un argument de plus à Emmanuel Macron pour ne pas nommer un premier ministre issu du NFP. Dans ce scrutin, la gauche compte un peu plus de 190 députés, soit davantage que le RN, qui n'en dispose que de 143 en comptant les ciottistes. Sébastien Chenu devrait briguer la



DÉCRYPTAGE

Le président de l'Assemblée influe sur l'ordre du jour. Il veille aussi à la sérénité des débats et au respect du Parlement.

KARIM DAHER / HANS LUCAS

MOBILISATIONS POUR UNE ALTERNATIVE À GAUCHE

Mettre la pression pour imposer le respect du verdict des urnes. C'est le mot d'ordre de la mobilisation nationale ce 18 juillet, à l'appel de la CGT. En ce premier jour de législature de l'Assemblée nationale nouvellement élue, le syndicat appelle à des rassemblements, notamment devant les préfetures, pour « *exiger la mise en place d'un gouvernement issu du Nouveau Front populaire* ». À Paris comme à Lille, le lieu de convergence sera place de la République, à midi. Même horaire à Lyon, où rendez-vous est donné au 31, cours de la Liberté. À Bordeaux, les citoyens sont invités à converger vers la rue du Corps-Franc-Pommiès, à 12 h 30. Les Marseillais se rassembleront, pour leur part, place Félix-Baret, à midi. À Perpignan, la mobilisation aura lieu à 18 h 30, place de la Victoire. Près de 45 villes sont concernées.

présidence pour l'extrême droite, sans espoir de l'emporter. Le camp présidentiel a, en revanche, ses chances s'il parvient à trouver une entente avec « Les Républicains » (LR), qui, entre 2022 et 2024, ont plusieurs fois sauvé le gouvernement en appuyant ses réformes et en refusant de voter les différentes motions de censure. Ensemble pèse au moins 168 sièges et LR, au moins 46. Soit bien plus que 200 parlementaires : assez pour l'emporter au troisième tour.

Aussi, la droite s'organise. « *Je reste convaincu que s'il y a une personnalité du bloc de gauche qui préside l'Assemblée nationale, cela préfigure (...) un gouvernement du Nouveau Front populaire* », s'inquiétait, lundi, Mathieu Lefèvre, député Renaissance du Val-de-Marne.

Selon l'AFP, le camp présidentiel a engagé des négociations avec LR. « *Nous voulons nous assurer qu'il n'y aura pas de candidat FI qui serait en mesure de gagner le Perchoir, voire de candidats de gauche qui auraient pu signer un contrat très explicite avec la FI* », a indiqué le député républicain Philippe Juvin, candidat de son camp pour le perchoir.

Depuis le second tour des législatives, l'ancienne présidente de l'Assemblée, Yaël Braun-Pivet (Renaissance), multiplie les appels du pied – y compris auprès de l'extrême droite – dans l'espoir d'être réélue, tandis qu'Annie Genevard, présidente par intérim des « Républicains », porte les couleurs de LR.

Valérie Létard (UDI) faisait figure de compromis, en début de semaine, en cas d'échec de Braun-Pivet, tant la Macronie se fissure. Modem et Horizons envisageaient encore, mardi, de présenter chacun un candidat concurrent.

La présidence, un poste stratégique

Les pouvoirs du président de l'Assemblée nationale sont étendus. Ils pourraient être pleinement employés demain à la défense du Parlement, si André Chassaigne l'emporte. Mais ils pourraient aussi, en cas de défaite, être détournés au profit du camp présidentiel, comme l'a déjà fait Yaël Braun-Pivet entre 2022 et 2024. Ces deux dernières années, la députée des Yvelines a multiplié les sanctions contre les parlementaires, notamment de gauche. Entre 1961 et 2022, seules 38 punitions ont été prononcées. Son bilan est imposant : pas moins de 110 ! L'une des dernières a été infligée au député FI Sébastien Delogu, coupable d'avoir arboré un drapeau palestinien dans l'Hémicycle. La présidente a prononcé cette sanction après convocation du bureau de l'Assemblée où macronistes, droite et extrême droite étaient majoritaires. Le président dispose également d'un pouvoir de nomination. « *Pour la délégation parlementaire au renseignement, nous avons présenté avec les 151 députés de gauche un candidat. Yaël Braun-Pivet était obligée de choisir un membre de l'opposition et a désigné une femme issue d'un groupe de 88 députés, celui du RN* », indique Gabrielle Cathala, députée FI du Val-d'Oise. Outre les délégations parlementaires, le président nomme aussi à certaines fonctions, au sein du Conseil d'orientation des retraites, de la Commission nationale de l'informatique et des libertés. Par ailleurs, tous les trois ans, le président de l'Assemblée nationale, le président du Sénat et le président de la République nomment chacun un membre du Conseil constitutionnel. Le prochain round de nomination est prévu en février 2025.

Le principal pouvoir de la présidence de l'Assemblée est d'influer sur l'ordre du jour, en lien avec la conférence des présidents de groupe. Si le gouvernement fixe l'ordre du jour des plénières pour au moins deux semaines sur une période de quatre, le reste est à l'appréciation du Parlement et de sa présidence. Le président veille aussi à la sérénité des débats, au respect du Parlement, et peut jouer un rôle décisif en cas de situation non prévue. Ainsi, en janvier 2023, la gauche a déposé une motion référendaire pour abroger la réforme des retraites. Le RN lui a emboité le pas. « *Tout à coup, en conférence des présidents, Yaël Braun-Pivet a inventé un tirage au sort pour déterminer quelle motion serait examinée* », rappelle Gabrielle Cathala. La pratique était jusqu'ici que la motion arrivée en premier était celle soumise aux députés. Le RN ayant remporté le tirage au sort, il n'y a jamais eu de référendum. « *Nous n'avons de plus jamais pu réexaminer de texte portant sur la réforme des retraites du fait du pouvoir de la présidente d'interpréter l'article 40 de la Constitution* », souligne Gabrielle Cathala. En juin 2023, une proposition de loi du groupe Liot devait être examinée, visant à abroger la réforme des retraites. Yaël Braun-Pivet a empêché le débat en déclenchant l'article 40, qui bloque toute proposition de loi entraînant une « *aggravation de la charge publique* ». Un président de gauche, en l'occurrence André Chassaigne, permettrait enfin aux parlementaires de reprendre du pouvoir et de débattre des droits qui concernent tous les citoyens. ■

GAËL DE SANTIS



Le communiste de 74 ans est une figure incontournable de l'Hémicycle depuis 2002. ERIC TSCHAEN/RÉA

André Chassaigne met d'accord la gauche à l'Assemblée

Le Nouveau Front populaire a désigné, ce mercredi, son candidat commun pour le Perchoir : le député PCF du Puy-de-Dôme, parlementaire respecté sur tous les bancs. Un choix pour déjouer un accord tacite entre le camp présidentiel et la droite, voire le Rassemblement national.

À défaut d'un premier ministrable, le Nouveau Front populaire (NFP) s'est accordé pour le Perchoir. Après trois jours de discussions apaisées, les quatre groupes parlementaires de gauche ont désigné André Chassaigne comme leur candidat à la présidence de l'Assemblée nationale. Le communiste l'a lui-même annoncé à la presse avant de rappeler l'ambition de la coalition : « *Nous voulons faire en sorte d'avoir une Assemblée qui puisse répondre à l'urgence sociale et le faire avec une forme de pacification.* »

Le président depuis 2012 du groupe Gauche démocrate et républicaine, lequel réunit communistes et ultramarins, a vu son nom s'imposer dans les négociations. D'autres profils ont circulé – le socialiste Boris Vallaud, l'écologiste Cyrielle Chatelain et les insoumis Éric Coquerel et Mathilde Panot – mais l'expérience et la capacité à aller chercher des voix en dehors de la gauche ont fait pencher la balance en sa faveur. « *Le choix s'est porté sur ma personne, à partir de certains critères dont l'ancienneté et ma connaissance de l'institution parlementaire* », a déclaré André Chassaigne.

C'est en 2002 que l'ancien professeur de lettres et d'histoire-géographie, fils d'un ouvrier chez Michelin, est élu député du Puy-de-Dôme pour la première fois. Le communiste de 74 ans est entré en politique par le local. En 1977, il devient adjoint au maire de Saint-Amant-Roches-Savine avant de devenir l'édile de ce village de 500 âmes de 1983 à 2010. Il continue d'ailleurs de dire qu'il est, en

tant que parlementaire, « *un service public à (lui) tout seul* » dans un territoire rural qu'il connaît comme sa poche.

Au fil des mandats au Palais Bourbon, constant dans sa défense du monde du travail, André Chassaigne s'est imposé comme une figure incontournable de l'Hémicycle. L'une des plus respectées aussi, jusqu'à être désigné « *meilleur élève* » du Palais Bourbon par le magazine *Capital* en 2007. Siégeant toujours dans un groupe d'opposition, il a toutefois obtenu des victoires, notamment sur son sujet de prédilection : l'agriculture. Les paysans lui doivent plusieurs lois, dont celles votées en 2020 et 2021 visant à revaloriser leurs retraites à hauteur de 85 % du Smic net minimum et à augmenter les rémunérations de leurs conjoints, frères et aidants familiaux.

« Rassembleur, expérimenté, intègre. (...) Le meilleur de la République. »

IAN BROSSAT, SÉNATEUR PCF

Au-delà du Parlement, le nom d'André Chassaigne avait été cité comme candidat du PCF à la présidentielle de 2012, à laquelle Jean-Luc Mélenchon a finalement concouru pour le Front de gauche.

Le socialiste Boris Vallaud, à l'annonce de sa désignation, a salué « *un grand parlementaire et un grand démocrate* », dans lequel il voit « *l'héritier d'une riche histoire, celle du Conseil national de la Résistance* ». « *Rassembleur, expérimenté, intègre. (...) Le meilleur de la République* », loue, de son côté, le sénateur PCF Ian Brossat. Au nom de la gauche unie, André Chassaigne va affronter, entre autres, ce jeudi, la macroniste Yaël Braun-Pivet qu'il a régulièrement accusée de « *détourner le règlement de l'Assemblée* ». ■

EMILIO MESLET

Barrage au RN, un salut démocratique

L'extrême droite crie au scandale devant la décision du NFP de lui bloquer l'accès à des postes clés au bureau de l'Assemblée.

Les députés du Rassemblement national (RN) ont bien reçu les éléments de langage. « *Déni de démocratie* », « *irrespect du règlement intérieur* », « *mépris des électeurs* »... Les mêmes mots, ceux de Marine Le Pen, répétés pour qualifier l'appel du Nouveau Front populaire (NFP) à ne céder aucun poste du bureau de l'Assemblée nationale à l'extrême droite. Mardi, les quatre présidents des groupes de gauche ont écrit à leurs homologues de Renaissance (rebaptisé Ensemble pour la République), du Modem, d'Horizons et de LR (devenu la Droite républicaine) pour les appeler à « *refuser la banalisation et la légitimation de l'extrême droite à l'Assemblée* ». Face au barrage, le parti antirépublicain défait le 7 juillet mais fort de 125 députés réactive son vieux récit, « *nous contre le système* », tout en se décernant un brevet de républicanisme. « *Le plus intéressant est de savoir qui répondra à cet appel, qui est une négation de la République puisqu'une négation de la démocratie* », a réagi Marine Le Pen, présidente du groupe RN.

MAINTENIR UN CORDON SANITAIRE

Or, la position de la gauche s'inscrit dans la continuité du cordon sanitaire qu'elle veut maintenir face à un parti, son histoire et son projet politique de préférence nationale qui créerait des catégories de sous-citoyens... Surtout, elle est en totale cohérence avec le front républicain du second tour des législatives, représentatif de l'aspiration majoritaire du pays. « *Le barrage républicain dans les urnes doit se traduire par un barrage républicain à l'Assemblée* », insiste Cyrielle Chatelain, présidente du groupe écologiste.

Concrètement, la posture du NFP consiste à n'accorder aucune voix aux candidatures RN et à refuser une répartition des postes à l'amiable. Car, si le règlement intérieur de l'Assemblée stipule que « *l'élection des vice-présidents, des questeurs et des secrétaires a lieu en s'efforçant de reproduire la configuration politique de l'Assemblée* », c'est aussi parce que la répartition doit d'abord faire l'objet d'une recherche de consensus entre les groupes, suivant un système de points. Or, comme le dit Marine Tondelier, secrétaire nationale des Écologistes, « *on ne va pas se mettre dans une petite salle avec eux pour faire des petits comptes sur nos feuilles* ».

Il faudra donc des votes pour chaque poste. Le camp présidentiel devrait avoir la clé de ces scrutins, et est divisé sur le sujet. Gabriel Attal, désormais à la tête du groupe Ensemble pour la République, plaide pour « *s'abstenir face à des candidats RN ou FI* », tandis que le Modem veut « *respecter les équilibres* ». Reste l'option d'un accord indigne, permettant à Yaël Braun-Pivet de rester présidente de l'Hémicycle et au RN de garder ses postes. Il serait encore en négociation, selon les informations du *Monde*. ■

FLORENT LE DU

«Avec l'adhésion populaire, rien ne peut échouer;
sans elle, rien ne peut réussir.» Abraham Lincoln

L'HOMME DU JOUR



Wesley Fofana

En prenant position contre son coéquipier, le footballeur français de Chelsea s'est exposé à un déferlement de haine raciste d'une violence inouïe. Lundi, une vidéo des joueurs argentins était publiée sur les réseaux sociaux du joueur Enzo Fernandez. On y voit l'équipe entonnant des chants racistes tels : « Ils jouent pour la France mais viennent tous d'Angola. C'est bien, ils savent courir, ce sont des trans comme ce putain de Mbappé. Sa mère est nigériane, son père est camerounais, mais sur le passeport : français. Wesley Fofana réagit : « Le football en 2024 : racisme décomplexé. » Le défenseur a reçu des centaines de messages racistes – « Va jouer en Afrique » ; « Pleure ailleurs, petit Noir » –, accompagnés d'emojis singes. Donnant raison à sa prise de position courageuse. ■

LOLA RUSCIO

C'EST UN MONDE

Mort d'Ismail : vérité en attente

Cela fait six ans que la famille du petit Ismail l'attend. Un procès aura bien lieu pour établir les responsabilités dans la mort de ce garçon de 4 ans, écrasé par une cabine d'ascenseur au centre commercial Côté Seine à Argenteuil (Val-d'Oise), le vendredi 8 juin 2018. Le tribunal de Pontoise a renvoyé en correctionnelle les sociétés TK Elevator et Bagneux Hydraulique, ainsi qu'un technicien pour homicide involontaire. Pour autant, un non-lieu est accordé aux autres mis en examen, les trois sociétés chargées de la maintenance et le Bureau Veritas. « Il est totalement scandaleux, d'un point de vue juridique, que tous les mis en examen ne soient pas renvoyés devant un tribunal. C'est pourquoi nous avons fait appel », a réagi dans le *Parisien* Yassine Bouzrou, avocat de la famille. Chahra-Zad, la maman d'Ismail, s'est dite choquée par cette décision.

L'œil de Jul



LA BONNE NOUVELLE Une première pépinière de corail à Chypre

● C'est une opération inédite en Méditerranée : des coraux sur une pépinière flottante sont en cours d'installation dans les eaux de Chypre. L'objectif est de restaurer la population affectée par le réchauffement climatique et le surtourisme. Au large d'Ayia Napa, dans le sud-est de l'île, les plongeurs de la mission scientifique « collent » ainsi, sur des bâtonnets numérotés, des fragments de coraux d'une espèce locale. Louis Hadjioannou, chercheur associé à l'Institut marin et maritime, responsable

de la recherche sur le *Cladocora caespitosa*, explique que cette espèce de corail de la Méditerranée a reculé ces dernières années. Il s'agit de « la première étude pilote qui teste les pépinières flottantes en Méditerranée » pour évaluer leur efficacité, assure le chercheur à l'AFP. Cette technique a été utilisée pour la première fois en 2000, en mer Rouge. Elle a été testée en Thaïlande, aux Philippines, sur l'île Maurice, aux Seychelles, à Zanzibar, en Colombie ou encore en Jamaïque. ■

PIERRE CHAILLAN

L'ACTUALITÉ SUR L'HUMANITÉ.FR

Transports Les jeux Olympiques et Paralympiques débarquent dans la capitale. Et avec eux un grand nombre de questions. Pourra-t-on circuler dans les « zones rouges » ? Où ne pourrions-nous pas nous déplacer en véhicule ? Qu'est-ce que le périmètre Slit ? Comment fonctionnera le QR Code pour la cérémonie d'ouverture ? Quelles lignes de métro fonctionneront ? On vous dit tout sur notre site.

Inégalités Les écarts d'espérance de vie entre cadres et ouvriers, selon une étude de l'Insee, sont de cinq ans chez les hommes et trois ans chez les femmes. Les ouvriers ont deux fois plus de risques que les cadres de mourir entre 35 et 65 ans. En 2019, Emmanuel Macron contestait le mot « pénibilité » car... « ça donne le sentiment que le travail serait pénible ».



LE BILLET DE MAURICE ULRICH

Une balle et des dollars

● L'attentat contre Donald Trump a eu lieu dans le pays où l'on compte plus d'armes à feu en circulation que d'habitants. Devant la convention républicaine où il est apparu en héros, il a parlé d'apaisement... Ben voyons ! Elon Musk vient d'annoncer qu'il allait verser chaque mois 45 millions de dollars sur un compte voué à son élection. Ça met l'oreille à un bon prix. Depuis quelques mois, des rivières de dollars confluent vers le candidat républicain. En avril, il avait organisé lui-même, en Floride, un gala à son profit avec un ticket d'entrée minimal à 814 000 dollars, par personne bien sûr. Dès cette période, il avait levé déjà plus de fonds que Joe Biden. Les chèques ont afflué avec les rebondissements judiciaires. De Wall Street à la Silicon Valley, plutôt démocrate jusqu'alors, les soutiens des grands patrons, dont il a l'oreille et à qui il a promis, dit le *Washington Post*, d'agir pour leurs intérêts, se joignent à ceux de l'Amérique « profonde ». Ainsi va la démocratie, avec des balles et des dollars. ■

COUP DE PROJECTEUR

Un hydroptère à Stockholm

À Stockholm (Suède), le *P-12* desservira un trajet très emprunté entre le centre-ville et une île de l'ouest de l'archipel. Il s'agit d'un bateau 100 % électrique « volant » à un mètre au-dessus de l'eau et ne produisant presque aucun remous : une compagnie suédoise teste ce ferry qui doit transporter ses premiers passagers à partir du mois d'octobre. Équipé de trois ailes placées sous sa coque – les foils –, cet hydroptère « est capable de voler au-dessus de l'eau » après avoir pris suffisamment de vitesse, explique à l'AFP Andrea Meschini, qui dirige les essais de recherche et développement. En lévitant au-dessus de l'eau, la navette consomme jusqu'à 80 % d'énergie en moins par rapport à un bateau classique. L'autorité des transports en commun de la capitale suédoise prévoit la mise en service d'un seul modèle, qui pourra transporter jusqu'à 30 passagers.

« L'urgence sanitaire et sociale ne permet plus de tergiverser »

SOCIÉTÉ CIVILE Sophie Binet, secrétaire générale de la CGT, et Jean-François Corty, président de Médecins du monde, exhortent le futur gouvernement à rompre avec la politique de délitement des services publics.

Après avoir tous deux appelé les électeurs à barrer la route de Matignon au Rassemblement national, Sophie Binet et Jean-François Corty lancent l'alerte. Sans une politique de lutte contre le déclassement, le sentiment d'impuissance et d'abandon d'une partie croissante de la population, la fracture sociale aura des conséquences graves et difficilement réparables.

Quels ont été les ressorts de la mobilisation de vos organisations pour empêcher l'arrivée au pouvoir du Rassemblement national ?

Sophie Binet Ce combat est dans nos gènes : il n'y a pas pire ennemi pour le monde du travail que l'extrême droite. Elle détourne de l'opposition de classe pour diviser le monde du travail en fonction de l'origine, la religion ou la couleur de peau. La montée du RN arrange le patronat, qui y voit la possibilité de reculs sociaux. Enfin, comme l'a bien montré la campagne des législatives, le RN n'est en rien un parti « comme les autres » : c'est un parti raciste, homophobe, antisémite, sexiste et violent.

Jean-François Corty En tant qu'organisation de la société civile, nous assumons d'être un contre-pouvoir constructif et de défendre la démocratie, qui serait menacée par l'arrivée au pouvoir de l'extrême droite. Les idées d'extrême droite (stigmatisation des exilés, des minorités LGBTI, réduction des droits des femmes, etc.) percutent de plein fouet la déontologie et l'éthique médicales. Pour nous, il n'y a pas de bons ou de mauvais malades, pas de personnes qui ont le droit de vivre et d'autres pas, comme le suggèrent les positions récurrentes de la droite et de l'extrême droite pour supprimer ou réduire l'aide médicale d'État (AME) destinée aux étrangers en grande précarité, ou pour dénigrer et criminaliser les opérations de sauvetage en Méditerranée.

Médecins du monde n'est pas allée jusqu'à appeler à voter pour un parti ou un groupe politique...

Jean-François Corty En France comme à l'international, notre organisation agit dans les failles des systèmes, dans le but de documenter les situations critiques et de demander aux autorités publiques d'agir. Notre manière habituelle d'entrer dans le champ politique se fait sous la forme du plaidoyer sur les politiques publiques en France, sur le droit humanitaire et la justice internationale. Cette fois, nous avons assumé d'aller plus loin en appelant à s'opposer à l'arrivée du RN au pouvoir. Mais donner des consignes de vote vers d'autres partis de l'arc républicain est en dehors de nos principes. Et en termes de santé publique, la gauche a souvent trahi ses principes, notamment sous Valls et Hollande. On se souvient aussi que c'est sous la droite, avec Barzach ou Bachelot, que la réduction des risques pour les usagers de drogue a le plus avancé. Donc, ce n'est pas si simple.

À l'inverse, la CGT a renoué avec un engagement plus directement politique en appelant à voter en faveur du Nouveau Front populaire...

Sophie Binet Cela faisait longtemps que la CGT ne donnait plus de consigne explicite de vote, même si elle a toujours pris ses responsabilités, en 2002, en 2012, en 2017, en appelant à battre l'extrême droite. Cette fois, la menace était tellement forte qu'il fallait aller plus loin. Et ce qui nous en a offert l'occasion, c'est l'existence d'une gauche unie qui présente un programme de rupture avec le macronisme. C'est pour le programme du NFP que nous avons appelé à voter. Maintenant, notre enjeu, c'est d'avoir un gouvernement qui enfin change la vie des travailleuses et des travailleurs, parce qu'on n'en peut plus

de la violence économique et sociale de Macron, qui a piétiné le pays pendant sept ans. Il faut entendre les résultats du vote : l'extrême droite a été battue de façon forte et claire, Emmanuel Macron a été sanctionné. Donc, faire un gouvernement d'union nationale ne correspondrait en rien aux résultats électoraux. Pire, cela ouvrirait un boulevard à l'extrême droite puisque cela lui donnerait le statut de « dernière force d'opposition », donc de « dernière alternative qu'on n'aurait pas essayée ».

Le risque de l'arrivée du Rassemblement national au pouvoir n'est peut-être que reporté. Comment lutter contre la progression du vote d'extrême droite ?

Sophie Binet Le déclassement fait le terreau de l'extrême droite. Celui des travailleurs dont les salaires ne permettent plus de vivre dignement, celui d'un pays qui n'est plus capable de produire du paracétamol ou des masques, et où les services publics sont sous-financés... L'extrême droite progresse dans les endroits où il n'y a plus de débats car le café ou le bar PMU a fermé, où la vie associative et syndicale s'éteint, ce qui empêche les citoyens de pouvoir confronter leurs idées. Le champ de politisation y passe donc uniquement par la télévision ou les réseaux sociaux, très polarisants.

Jean-François Corty Il faut démontrer aux Français qui ont voté pour le RN, sans mépris ni condescendance, que ce parti est xénophobe et adhère à tous les codes de

l'ultralibéralisme et de la casse sociale. C'est pure foutaise de faire croire à nos concitoyens qu'en empêchant les associations de sauver des vies en Méditerranée, leur sort sera meilleur. Il nous faut lutter contre les fake news en permanence. Surtout, il faut que nous, acteurs associatifs du monde sanitaire et social, soyons en capacité d'aider ces Français déclassés, en leur apportant des réponses d'urgence mais aussi en documentant leurs difficultés pour les faire remonter auprès de la puissance publique. Aujourd'hui, 98 % de notre public est composé de personnes étrangères en situation administrative précaire. On a commencé à développer des programmes en ruralité, notamment dans le monde agricole, où la troisième cause de mortalité est le suicide et où la santé des agriculteurs est lourdement impactée par l'usage de pesticides. Il nous faut intensifier ces actions, mailler davantage les territoires, pour mieux identifier les problèmes de leurs habitants et les relayer auprès des pouvoirs publics.

« L'extrême droite prospère sur le déclassement et les déstructurations du monde du travail. »

SOPHIE BINET



Le 16 juillet,
au siège
de Médecins
du monde,
à Paris.

AYOUB BENKARROUM/REA

ENTRETIEN

Sophie Binet Que Médecins du monde en soit à vouloir pallier les carences de l'État en termes d'accès aux soins dans les territoires est significatif de la grande faillite des services publics. Et on voit le vote d'extrême droite progresser dans la fonction publique, chez les soignants, les enseignants, les assistants sociaux... Tous ces métiers du lien ne sont plus hermétiques aux idées du RN car il y a un fossé entre leurs missions et les moyens qui leur sont donnés pour les remplir. Ces travailleurs et travailleuses se retrouvent porteurs d'une maltraitance institutionnelle, ce qui les expose à des réactions violentes de la part d'usagers : à Pôle emploi parce qu'on ne peut pas voir de conseiller, ou face à une assistante sociale qui ne peut proposer aucune solution d'hébergement... Cela induit un réflexe « sécuritaire » qui alimente le vote vers l'extrême droite. Il y a donc urgence à donner les moyens aux services publics de répondre aux attentes de tous nos concitoyens pour apaiser notre société dont le modèle est en train de craquer.

La progression géographique du RN coïncide avec la carte des déserts syndicaux...

Sophie Binet Évidemment, l'extrême droite prospère aussi sur les déstructurations du monde du travail. Les déserts syndicaux résultent d'une organisation de la production qui met en concurrence les salariés, casse les collectifs de travail et empêche les implantations syndicales. Des études montrent que l'absence de démocratie au travail est un vecteur de progression de l'extrême

droite, c'est un message que je passe notamment aux partis de gauche et à tous les partis républicains.

Quel message souhaiteriez-vous faire passer aux dirigeants du NFP, qui semblent avoir du mal à concrétiser leur victoire commune ?

Jean-François Corty Nous appelons le nouveau gouvernement à donner davantage de place aux associations de malades, aux humanitaires de terrain pour qu'ils puissent éclairer la construction et la mise en place des politiques publiques portant une vision solidaire du rapport à l'autre. Notre volonté de lutte contre les inégalités renvoie à des principes de santé publique scientifiques qui prouvent que, plus l'écart de santé est important au sein d'une même société, plus l'état sanitaire global de la société va être mauvais. Il est donc important d'agir rapidement pour limiter la privatisation à outrance du champ de la santé, dont nous constatons l'impact délétère sur l'accès aux soins. Nous souhaitons aussi que l'on atténue la tension qui existe aujourd'hui entre les enjeux de santé publique, concernant les populations précaires ou les usagers de drogues, et les enjeux sécuritaires. Enfin, aujourd'hui, tout le monde a l'air de détourner le regard de Gaza. Le 9 juillet, un rapport d'experts des Nations unies parlait de famine intentionnelle de nature génocidaire. Médecins du monde a des équipes qui risquent leur vie au quotidien, la situation sanitaire sur place

est insoutenable. Prendre la parole sur ce sujet me vaut des menaces de mort quotidiennes. On attend du nouveau gouvernement qu'il défende la justice internationale et le droit humanitaire, censé protéger les aidants, les civils et les soignants, et qu'il dénonce la « communication humanitaire » des États-Unis, qui continuent à livrer des armes à Israël. On attend une parole forte dans le domaine international, quand bien même celui-ci serait réservé au chef de l'État.

Sophie Binet La CGT est une organisation syndicale indépendante, mais pas neutre. Nous sommes donc dans notre rôle en lançant l'alerte. Nous avons la boule au ventre face au risque que la gauche trahisse et déçoive avant même d'avoir accédé au pouvoir. Les dirigeants du NFP se doivent de constituer un gouvernement et de mettre en œuvre des points clés du programme sur lesquels ils sont attendus : l'abrogation de la réforme des retraites, les salaires, les services publics et l'industrie. Si rien ne se passe alors qu'il y a eu une participation énorme, une fracture profonde, nourrie de désespérance, est à prévoir. Il serait inacceptable que l'extrême droite finisse par récupérer le bénéfice du travail incroyablement réalisé pendant ces trois semaines

« Il est important d'agir rapidement pour limiter la privatisation à outrance du champ de la santé. »

JEAN-FRANÇOIS CORTY

qui a fait mentir tous les sondages en plaçant le NFP en tête. Il faut que les dirigeants de gauche mettent de côté les intérêts partisans, les ego. Qu'ils et elles aient l'intelligence du moment et se mettent au service de l'intérêt du pays. ■

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR EUGÉNIE BARBEZAT

Un garde-côtes face à une vague de haine

EXTRÊME DROITE Après une tribune appelant à la désobéissance civile en cas de victoire du RN aux législatives, Rémi Vandeplanque, représentant du syndicat Solidaires, reçoit des menaces de mort.



Le garde-côtes douanier à Brest déplore que son cœur de métier dérive vers une administration de contrôle des personnes.

Dix jours ont passé depuis le second tour des législatives, mais la progression dans les urnes du Rassemblement national (RN) – et la déferlante de violence qui en a découlé – a laissé des traces. Appels à la haine, intimidations et menaces de mort ont été le lot quotidien des voix qui ont osé publiquement exprimer leur effroi face à l'arrivée de l'extrême droite au pouvoir. À l'instar de Rémi Vandeplanque, garde-côtes douanier à Brest et représentant

de Solidaires. Le message reçu sur son compte X, le 3 juillet, après avoir diffusé une tribune de son syndicat appelant à la désobéissance civile en cas de victoire du RN, tient en quelques mots : « Bande de traître (sic) à la nation, soyez pendue (sic) en temps et en heure. Vous tuez la France. »

Aux attaques de la fachosphère, le syndicaliste de 46 ans, second commandant sur un équipage du patrouilleur des garde-côtes de Brest, avait jusqu'ici opposé un silence désabusé. Mais ces menaces de mort, une première en plus de vingt années

d'engagement syndical et citoyen, constituent un point de rupture face auquel il a décidé de réagir en portant plainte dès le lendemain. « Il peut s'agir d'un pauvre troll, mais aussi d'un individu chauffé à blanc. Peu importe, sur le principe, je refuse qu'on s'habitue à ce climat haineux et je ne laisse pas passer ! » assène le syndicaliste, auquel le député Nouveau Front populaire du Finistère, Pierre-Yves Cadalen, a publiquement apporté son soutien, le 16 juillet. Qu'est-ce qui, dans les propos de Rémi Vandeplanque, a déchaîné cette logorrhée vindicative de

la part des militants d'extrême droite ? La tribune de son syndicat jetait une lumière crue sur l'abîme de questions auxquelles lui et ses collègues seraient confrontés, en tant que fonctionnaires, face au scénario, alors encore plausible, d'un RN raflant une majorité absolue à l'Assemblée nationale.

« Qu'advient-il si un gouvernement d'extrême droite décide de s'affranchir des conventions internationales supposées garantir les droits fondamentaux de l'être humain ? Qu'advient-il si les ordres illégaux auxquels tout fonctionnaire a le devoir de désobéir deviennent subitement légaux au détour d'une loi scélérate adoptée par une Assemblée nationale aux 50 nuances de brun ? » s'interroge-t-il dans cette tribune, évoquant le rôle que ne manquerait pas de jouer, dans ce scénario, l'ancien directeur de Frontex devenu eurodéputé frontiste, Fabrice Leggeri, qui a dirigé pendant sept ans l'Agence européenne de gardes-côtes et de gardes-frontières, avant d'être poussé à la démission, en raison notamment de refoulements illégaux de demandeurs d'asile. Que faire si ce dernier prenait les manettes d'un grand ministère de l'Immigration ? s'interroge encore Rémi Vandeplanque.

DES GENDARMES QUI VEULENT SABOTER LES EMBARCATIONS D'EXILÉS

Des questions dont les douaniers, soumis directement aux orientations politiques liées au traitement des exilés, ne peuvent faire l'économie. « Avoir des idées sur le combat à mener contre l'extrême droite est une chose, mais y être confronté, en première ligne, dans le cadre de son travail, est autrement plus concret. On prend la réalité en pleine face », résume le syndicaliste.

Comme ce 11 août 2023, où il apprend par un collègue de Boulogne-sur-Mer, dans le Pas-de-Calais, que des gendarmes maritimes auraient demandé, sans succès, aux sauveteurs de la Société nationale de sauvetage en mer (SNSM) de les aider à crever les boudins gonflables du pneumatique sur lequel avaient embarqué une dizaine d'exilés, au large de la plage de Berck-sur-Mer, afin de les empêcher de faire la traversée de la Manche vers le Royaume-Uni. Au risque de provoquer leur noyade. Rémi Vandeplanque avait refusé de « laisser passer ». Sans réponse de son directeur national, à qui il a soumis ces « faits délictuels constituant une atteinte à la vie humaine », il a décidé de porter plainte, en son nom propre, auprès du procureur de Boulogne-sur-Mer, en vertu de l'article 40 du Code de la procédure pénale. Le dossier est en cours d'instruction.

Déplorant la dérive de son cœur de métier, passé en quelques années des missions fiscales et de contrôle des marchandises vers une administration de contrôle des personnes, le syndicaliste, qui évoque avec émotion le souvenir d'un grand-père communiste, éleveur de chèvres dans les Aurès en Algérie avant son arrivée en France à 17 ans, réaffirme la détermination de son syndicat à « rendre systématiquement publics les actes de maltraitance (à l'égard des exilés) et les consignes indignes dont (nous aurons) connaissance ».

HAYET KECHIT

PORTRAIT

« **M**ême l'abbé Pierre... » Ces quelques mots résumaient l'état d'esprit général, après la révélation, ce mercredi

17 juillet, des accusations d'agression sexuelle dont fait l'objet le fondateur d'Emmaüs, figure de la lutte contre le mal-logement et ex-personnalité préférée des Français, de la part de sept femmes, entre la fin des années 1970 et 2005. « Ces faits ont concerné des salariées, des volontaires et bénévoles de certaines de nos organisations membres, ou des jeunes femmes dans l'entourage personnel de l'abbé Pierre », ont expliqué Emmaüs International, Emmaüs France et la Fondation Abbé-Pierre, qui ont mandaté le cabinet Egae pour recueillir la parole des victimes. C'est le contenu de ce travail d'enquête qui a été rendu public mercredi.

Commandé à la suite d'un témoignage reçu il y a un an « faisant état d'une agression sexuelle commise par l'abbé Pierre sur une femme », il a permis de mettre au jour des « faits graves », selon les associations, en l'occurrence « des comportements pouvant s'apparenter à des agressions sexuelles ou des faits de harcèlement sexuel ». Sur les sept victimes identifiées, l'une était mineure au moment des premiers faits, qui se seraient déroulés au début des années 1980, dans la maison de la jeune fille – l'abbé Pierre était un ami de la famille. Tout juste majeure, l'adolescente aurait ensuite subi un baiser forcé. « Le dernier soir, au moment de lui dire au revoir, il a introduit sa langue dans ma bouche d'une façon brutale et totalement inattendue », a témoigné l'intéressée.

Les autres témoignages font état de « comportements inadaptés d'ordre personnel », d'une « proposition sexuelle », de « propos répétés à connotation sexuelle », de « tentatives de contact physique non sollicité » et de « contacts non sollicités sur les seins ». Une salariée d'Emmaüs International raconte : « J'étais avec lui

dans son bureau (...). Pendant qu'on parle du travail, il pose ses mains sur ma poitrine, mes seins. Ça m'a surprise et, en même temps, je n'ai pas osé faire de réflexion. » Selon le rapport, si les « profils » des victimes sont « variés », « les faits se ressemblent d'une personne à l'autre ».

Comme d'ailleurs la réaction qu'ils provoquent : « Une forme de sidération. » Pour l'une, cette sidération s'est prolongée en une impossibilité de dénoncer : « J'ai l'habitude de me défendre. Mais là, c'était Dieu. Comment vous faites quand c'est Dieu qui vous fait ça ? » D'autres, au contraire, sont

parvenues à confronter l'abbé Pierre à ses actes. La victime mineure de 1980 a ainsi pu le rencontrer, avec son père, en 2003. Et lui aurait lu un texte racontant ce qu'il lui avait fait subir. Texte qu'il aurait mis dans une déchiqueteuse...

CINQ AUTRES VICTIMES POTENTIELLES

« Nous saluons le courage des personnes qui ont témoigné et permis, par leur parole, de mettre au jour ces réalités », soulignent les organisations du Mouvement Emmaüs. Ajoutant : « Ces agissements changent profondément le regard que nous portons sur un homme connu avant tout pour son combat contre la pauvreté, la misère et l'exclusion. » Outre les sept victimes identifiées, cinq autres auraient pu avoir subi des faits similaires. Ce premier rapport « ne permet pas d'avoir une vision exhaustive de l'ensemble des faits qui auraient pu être commis par l'abbé Pierre », précise le groupe Egae. Dans un message publié mercredi, la Conférence des évêques de France a tenu « à assurer les personnes victimes de sa profonde compassion et de sa honte que de tels faits (aient pu) être commis par un prêtre ». ■

ALEXANDRE FACHE



MYCHELE DANIAU/AF



**LA FÊTE DE
L'HUMANITÉ**

13 • 14 • 15 Sept 2024

**OFFRE SPÉCIALE LECTEURS
ET LECTRICES DE L'HUMANITÉ**

PASS 3 JOURS À 45€

BON DE COMMANDE PASS 3 JOURS

Merci de bien vouloir renseigner l'intégralité des champs, toutes les informations sont nécessaires pour l'édition des billets.

Nom / Prénom

Adresse

Code postal Ville

Tél. E-mail

Je souhaite recevoir à mon domicile ☐ Pass 3 jours x 45 € = € (frais de port inclus)

Remplissez ce bulletin et envoyez-le accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de « Société nouvelle du journal L'Humanité ») à :
L'Humanité - Billetterie Fête de l'Humanité - 5, Rue Pleyel - 93528 Saint-Denis Cedex

EN LUTTE



REPRISE DE METALLIANCE

Une seule offre a été présentée ce mercredi au tribunal de commerce de Dijon pour le rachat de Metalliance, spécialisée dans les tunneliers et les véhicules décarbonés : un consortium franco-américain qui s'engage à reprendre 145 des 174 salariés.

AIR CALÉDONIE À TERRE

La compagnie aérienne chargée des vols intérieurs en Kanaky - Nouvelle-Calédonie prévoit le licenciement d'un tiers de ses salariés. La société annonce 14,2 millions d'euros de pertes en 2024, à la suite des révoltes en cours dans l'archipel.

DES SOUS POUR METEX

Le groupe agroalimentaire Avril a annoncé, mardi, vouloir investir, avec la Banque publique d'investissement, 130 millions d'euros d'ici à 2030 dans l'usine de biochimie d'Amiens, afin de relancer la production de lysine, nécessaire pour l'élevage.

« Avec l'IA, tout ce qui fait sens se voit soumis à la spéculation »

NUMÉRIQUE Qui contrôle les mots et leurs sens détient les clés du capitalisme « sémiotique » émergeant avec l'intelligence artificielle. Le chercheur **Olivier Ertzscheid** nous invite à réfléchir sur les transformations du travail en cours et la place des salariés face aux géants du secteur.

Dans son dernier ouvrage (1), Olivier Ertzscheid, maître de conférences en sciences de l'information, soulève quantité de questions sur notre rapport à ce qu'il est désormais commun d'appeler l'intelligence artificielle (IA) générative. Il nous amène à réfléchir sur la place de l'humain dans les nouvelles chaînes de valeur d'un capitalisme qui s'est mis à spéculer sur le langage et tout ce qui fait sens.

Vous donnez un exemple marquant de la façon dont l'IA générative a déjà changé le travail, avec les graphistes. Ils sont de moins en moins sur des logiciels de dessin, mais ils promptent. Que cela signifie-t-il ?

En informatique, cela fait longtemps qu'il y a des lignes de commande, utilisées pour faire réagir un programme. Aujourd'hui, leurs derniers avatars sont les prompts, popularisés depuis ChatGPT. Ces invites de commande ont la particularité de se faire en langage naturel. Quand on veut créer une image pour une campagne de pub avec de l'IA générative, on réfléchit à quels sont les mots-clés qui vont être reconnus, interprétés par la machine. Les experts ont une connaissance précise de comment le programme, selon la base de données sur laquelle il s'appuie, va répondre au prompt, quels termes utiliser pour appeler des nuances, convoquer tel style artistique.

Cela nécessite d'y passer du temps, et d'ouvrir le capot de la machine. Il faut aussi apprendre les verrous, par exemple quels mots sont interdits : sur les plus connus (Midjourney ou Dall-E) on peut demander un dessin de Mussolini mais pas de Hitler, par exemple. Un créateur comme Philippe Stark a verrouillé sa marque et ses créations, donc on peut demander une image à la manière de Van Gogh, mais pas de Stark. Beaucoup d'autres métiers sont déjà touchés. On peut penser aux auteurs et aux éditeurs : sur Amazon, un pan entier du site est destiné à accueillir des livres écrits par ChatGPT. Certains travailleurs se voient écrasés, d'autres sont contraints de redéfinir la nature même de leur métier. Et, en effet, la première tâche des graphistes est désormais de faire des prompts, et non plus d'utiliser des programmes comme Photoshop.

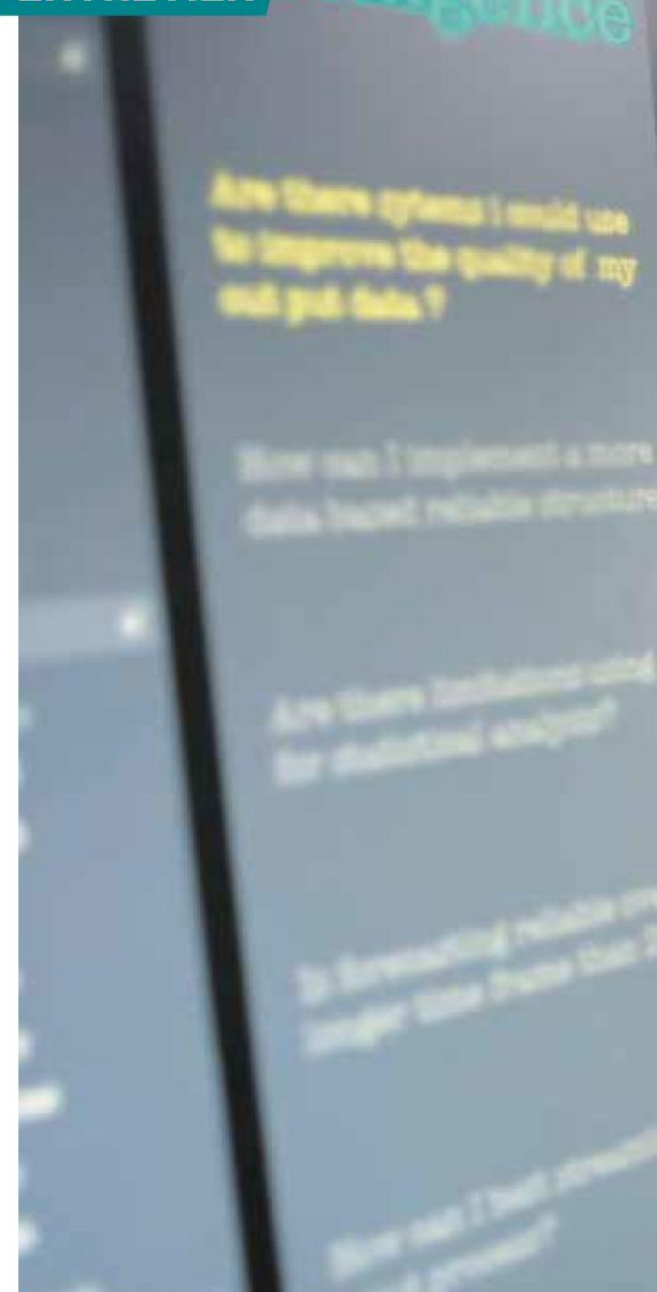
Le prompt va-t-il devenir une compétence ?

Cela passe en effet par des phases d'apprentissage, de documentation, de test... Donc, oui, pour certains métiers, c'est une nouvelle compétence. Mais être expert suppose qu'on a déjà une connaissance très fine du domaine dans lequel on va pratiquer le prompt. Il faut être un très bon juriste pour utiliser des outils d'aide à la décision juridique avec des prompts. Avec l'expertise, le prompt devient plus proche du code informatique que du langage naturel. La structure de base est celle du langage, mais à l'intérieur



OLIVIER ERTZSCHEID
Maître de conférences en sciences de l'information

ENTRETIEN



« Nettoyer les programmes de contenus immondes, qu'on va chercher dans des pays à bas coûts sociaux »,

L'AGENDA



18 juillet Les opposants aux méga-bassines dans le Poitou appellent à deux journées de manifestations et actions à Saint-Sauvant (Vienne) et tiennent un « village de l'eau » à la ferme

de la Genellerie, à Melle (Deux-Sèvres), non loin de Sainte-Soline, jusqu'au 21 juillet.
18 juillet La direction de GazelEnergie fait un point sur l'avancement du projet de production d'hydrogène

Emil'Hy à la centrale de production d'électricité de Saint-Avold (Moselle).
19 juillet Action du collectif NO-JO à vélo au Grand-Bornand (Haute-Savoie) pour demander le retrait de la candidature des Alpes

de l'organisation des jeux Olympiques d'hiver 2030.
23 juillet Décision des prud'hommes de Forbach sur la procédure de licenciement du délégué syndical CGT Christian Porta chez InVivo-Neuhauser.

duquel on insère des crochets, des guillemets, des signes... Un peu comme ce qu'on pouvait faire avec les requêtes sur Google. Pendant un temps, on a pu lancer des recherches avancées pour obtenir exactement ce que l'on cherchait. Mais Google a vite supprimé l'essentiel de ces possibilités, afin de continuer à mettre en avant des contenus monétisés. C'est un risque qu'il faut garder en tête avec ces systèmes d'IA. Nous n'en sommes qu'au début du prompt.

Est-ce cela que l'on appelle le capitalisme linguistique ?

Le concept est de Frédéric Kaplan, il explique que la langue, qui était jusqu'ici un espace non marchand, est rentrée dans une logique capitaliste, avec contrôle des outils de production et organisation d'une spéculation. Le premier acteur à le contrôler a été Google, qui a proposé à la vente aux enchères des mots, des concepts. Qui dépense le plus sera le plus visible, via les liens sponsorisés. Avec l'IA, on va plus loin, je dirais qu'on est entré dans du capitalisme sémiotique, c'est-à-dire que tout ce qui fait sens – un mot, une image, une interaction, une expression – va s'inscrire

dans une chaîne de valeur capitaliste et se voit soumis à des formes de spéculation. Le tout est déjà capté par les deux ou trois grandes sociétés qui détiennent le marché.

Et, à l'autre bout de la chaîne de valeur, il y a aussi des travailleurs qu'on ne voit pas...

Oui. Qu'est-ce qui fait qu'il y a en permanence des contenus absolument immondes postés en ligne, mais que l'on ne voit pas ou si peu ? C'est parce qu'il y a des gens qui les voient à notre place, qui les cachent, modèrent, suppriment, corrigent... Des personnes que les plateformes essaient d'invisibiliser. On connaissait les modérateurs de contenu. Il y a aussi des gens derrière ChatGPT, qui interviennent sur des récits de viol, de torture, d'ultraviolence, pour nous maintenir dans un espace à peu près sûr. Nettoyer ces programmes est un processus industriel lourd, avec des travailleurs qu'on va chercher dans des pays à bas coûts sociaux. Cela doit faire partie de l'effet de déniage qui va avec les nouvelles technologies. Il nous a fallu quelque temps pour nous rendre compte que ce qu'on nous vendait comme du

Cloud n'était pas quelque chose d'éthéré, mais bien de l'industrie lourde avec d'imposants centres de données. Les travailleurs des plateformes doivent de la même manière rentrer dans le champ social. Cela ne veut pas dire qu'à chaque fois qu'on va demander une bêtise à ChatGPT, on aura une pensée émue pour le travailleur kényan qui nous a évité de voir un contenu traumatisant. Mais cette prise de conscience va faire bouger significativement la représentation que l'on a de la place de ces outils dans notre société. Quand ces travailleurs deviendront suffisamment visibles, les syndicats, militants, puis les politiques auront un devoir d'agir.

Le travailleur reste-t-il maître de ce qu'il produit et de la façon de produire ?

Toute la question est de savoir jusqu'à quel moment, quand on est un créatif par exemple, on va rester le pilote de ce qu'on crée. Et quand on sera arrivé à un point de bascule où on ne sera plus que le copilote. Copilot est d'ailleurs le nom de l'IA de Microsoft. Au départ, ces technologies font des choses à notre place en nous demandant en amont notre avis. Puis elles cessent de nous solliciter. Et c'est ce qui peut nous amener à terme à désapprendre un certain nombre de choses. Avec les téléphones portables, on a désappris à mémoriser des numéros. Mais avec ces IA, on est sur des routines informationnelles et sur de la « motricité fine » en termes de capacités cérébrales et neurologiques. Une compétence comme le dessin a besoin d'être pratiquée. Le risque est de prendre l'habitude de demander à Midjourney de le réaliser à notre place. Pensons aussi que l'âge d'accès à ces technologies est toujours plus jeune. De surcroît, ces outils sont désormais instillés petit à petit : l'IA dans un traitement de texte fait bien moins peur que dans la vidéo de surveillance. C'est un vrai enjeu pour nous, chercheurs comme journalistes, d'alerter, de sensibiliser sur ce qu'on risque de perdre si l'on utilise tous et massivement ces outils-là.

Y a-t-il un risque d'aliénation par rapport à cet outil de travail ?

Le premier risque que je vois est surtout la normativité. On nous a présenté ces technologies en nous disant que cela allait nous permettre de nous libérer du temps pour être plus créatif. Mais on s'est surtout aperçu que cela générerait de la norme. Avec ChatGPT, on nous a dit : chaque étudiant peut générer sa propre dissertation. Mais, au final, ces textes se ressemblent tous. Pour revenir à votre question, pour qu'il y ait lutte des classes, il faut qu'il y ait conscience de classe et des mécanismes qui produisent ces effets d'aliénation. Il faut avoir conscience de l'existence des travailleurs au Kenya ou à Madagascar qui nettoient le programme. Savoir qu'à dessein des mots sont interdits et d'autres surveillés de près. Que tout ce qui est généré par ChatGPT est attaché à notre profil d'utilisateur, que celui-ci est maillé à notre profil Microsoft depuis que ce géant est entré au capital d'OpenAI... Quand on est capable de visualiser toute cette chaîne de production, le risque d'aliénation devient plus contrôlé. Pour finir sur une touche moins pessimiste, je rappelle que les acteurs de ces technologies nous font toujours de vertigineuses promesses. Mais on sait qu'il y a toujours un retour de balancier. Il y a quelques années, on nous promettait des voitures totalement autonomes pour avant 2025. Finalement, entre les réglementations, l'urbanisme et ce qu'accepte la société, on en reste à des aides à la conduite et ce n'est pas près de changer. ■

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR PIERRIC MARISSAL



tels que récits de viol, de torture, d'ultraviolence, est un processus industriel lourd, avec des travailleurs rappelle Olivier Ertzscheid. LAURENCE DUTTON/GETTY IMAGES

(1) Les IA à l'assaut du cyberspace, vers un Web synthétique, C & F Éditions, juin 2024.

À Stenay, la papeterie se bat pour ne pas tourner la page

INDUSTRIE Huit mois après avoir relancé la production, les travailleurs de l'usine de papier de la Meuse se retrouvent encore en difficulté. L'entreprise est renvoyée en redressement judiciaire.

Lareprise d'activités n'est pas passée comme prévu. Un an après son rachat par le fonds allemand Accursia Capital, la papeterie Stenpa (ex-Stenay Papers), anciennement détenue par le groupe finlandais Ahlstrom, a été placée en redressement judiciaire, le 5 juillet, par le tribunal de commerce de Bar-le-Duc. Depuis, les salariés se battent pour que leur actuel employeur comme l'ancien ne les lâchent pas. « Accursia Capital et Ahlstrom ne semblent pas respecter leurs engagements vis-à-vis des salariés », a dénoncé l'intersyndicale CGT-FO dans un communiqué.

Pour les 124 salariés de l'usine de papier destinée à l'emballage ou encore à des étiquettes, c'est un nouveau coup de massue. En mars 2023, ils avaient dû faire face à la décision d'Ahlstrom de céder le site, au prétexte d'une baisse du nombre de commandes. Un plan social avait été lancé le 7 avril 2023 avant qu'un repreneur, trouvé en urgence, ne fasse irruption.

En novembre 2023, les machines à fabriquer les bobines de papier ont été relancées. Et les travailleurs, las d'une longue lutte de cinq mois, se sont crus sauvés. Moins d'un an plus tard, retour à la case départ. La faute à des accords non respectés par l'ancien propriétaire, d'après les syndicats.

Alain Magisson, secrétaire du comité social et économique (CSE) et délégué CGT, raconte : « Lors de la reprise de la papeterie, l'ancien propriétaire Ahlstrom s'est engagé à trouver

des commandes afin de l'aider à redémarrer. L'accord devait durer six mois. Cela a bien fonctionné au début. L'usine a repris son activité en octobre de l'année dernière avec près de 100 tonnes de commandes. » Mais la suite a été plus laborieuse. Le nombre de commandes a diminué et le précédent propriétaire a cessé de jouer « son rôle dans l'accompagnement. Il s'est même placé en concurrence de la papeterie Stenay ».

Seulement, Ahlstrom n'est pas le seul tenu pour responsable dans les nouvelles difficultés. Les erreurs proviennent aussi « du nouvel actionnaire, qui n'a pas eu de projet industriel, ni les moyens pour soutenir la société », précise Matej Kurent, directeur général de la papeterie Stenpa. Ainsi, le CSE a alerté la direction et sommé les représentants d'Accursia de venir sur le site pour

s'expliquer. Ce qu'ils n'ont pas fait. Une partie des délégués syndicaux ont alors fait le voyage en juin jusqu'au siège munochois du fonds d'investissement pour obtenir des réponses... insatisfaisantes.

« La direction d'Accursia nous a expliqué comment elle opère. Elle reprend des entreprises dont les actions ne valent plus rien et s'occupe de les relancer sans toutefois y investir le moindre centime ! s'indigne Alain Magisson. Si la papeterie devient rentable, c'est elle qui empruntera de l'argent auprès des banques. Mais Accursia, lui, n'avance ni n'investit aucune somme. Il ne prend aucun risque. » Difficile dans ces conditions d'entrevoir un avenir radieux. L'usine fait donc face au péril d'une liquidation judiciaire au 30 septembre si aucun repreneur ne se fait connaître d'ici là. ■

SAMUEL EYENE



En novembre 2023, les machines à fabriquer les bobines ont été relancées.

DROIT DE SUITE Déficit : procédure contre la France

La France est entrée dans l'entonnoir budgétaire européen. Réunis à Bruxelles, mardi 16 juillet, les ministres de l'Économie des Vingt-Sept ont commencé à discuter avec la Commission du déclenchement de la procédure pour déficit excessif à l'encontre de 7 pays. La France y figure, avec son déficit public représentant 5,5 % de son produit intérieur brut (PIB) et sa dette à 110,6 % du PIB, au lieu des respectivement 3 % et 60 % exigés par le pacte de stabilité. La procédure devrait être validée le 26 juillet. Ce qui contraindra le futur gouvernement à envoyer en septembre son programme de coupes budgétaires suffisamment claires pour éviter une sanction de 2,5 milliards d'euros chaque année. L'UE a beau souligner l'assouplissement de ses procédures, le carcan de la règle d'or est de retour et la cure s'annonce sévère : le déficit doit être diminué d'au moins 0,5 point du PIB chaque année, ce qui suppose une rigueur bien plus importante que les 25 milliards d'euros d'économies sur la dépense publique, déjà mis en place pour 2024, équivalant à -0,4 % du PIB. D'ores et déjà, les chiens de garde de l'austérité aboient : « Il est dans notre intérêt commun de maintenir la viabilité de notre dette publique. Et je pense que tout futur gouvernement français devra également suivre ces règles », a déclaré le ministre allemand des Finances, Christian Lindner. « Il est important de rassurer les marchés mais aussi de recréer des marges de manœuvre », a embrayé le chef économiste du FMI, Pierre-Olivier Gourinchas. Dans un communiqué publié ce mercredi, Solidaires Finances publiques rappelle que l'actuel déficit « a été organisé par les gouvernements libéraux successifs et résulte, depuis 2017, de baisses massives d'impôt pour les plus riches et pour les entreprises ». Le syndicat des agents de Bercy prône une autre solution : chercher des recettes ! ■

STÉPHANE GUÉRARD

POUR COMMANDER EN LIGNE ET RÉGLER PAR CARTE BANCAIRE, CAPTUREZ CE QR CODE À L'AIDE DE VOTRE SMARTPHONE

JE COMMANDE *

le hors-série *Une histoire populaire des jeux Olympiques* au prix de 9,90 € + 3 € de frais de port**, soit 12,90 € x exemplaire(s) = €

Total de ma commande €

PRÉNOM	<input type="text"/>
NOM	<input type="text"/>
ADRESSE	<input type="text"/>
VILLE	<input type="text"/>
CODE POSTAL	<input type="text"/>
TÉLÉPHONE	<input type="text"/>
E-MAIL	<input type="text"/>

* Délai de livraison de 10 à 12 jours ** France métropolitaine

À renvoyer rempli et accompagné d'un chèque à l'ordre de l'Humanité à :
L'HUMANITÉ, SERVICE DIFFUSION 3, RUE DU PONT-DE L'ARCHE 37550 SAINT-AVERTIN

« Il faudra clarifier l'offre démocrate »

ÉTATS-UNIS Derrière Bernie Sanders et Alexandria Ocasio-Cortez, l'aile gauche tente d'influencer de l'intérieur le programme du président sortant, souligne l'historien **Tristan Cabello**.



ENTRETIEN

A lors que Donald Trump sort renforcé de la convention républicaine, le débat interne à la coalition démocrate n'a toujours pas été tranché sur le maintien de la candidature de Joe Biden, encore en retard dans les sondages. Entretien avec l'historien **Tristan Cabello**, maître de conférences à l'université John Hopkins de Baltimore (Maryland).

Dans quelle mesure la tentative d'assassinat de Donald Trump modifie-t-elle la stratégie des démocrates ?

Je me demande encore s'il existe une véritable stratégie de campagne au sein du Parti démocrate. Elle reste difficile à cerner. Cette tentative d'assassinat survient à la fin d'une semaine de débats sur l'âge et les capacités de Joe Biden. Sa candidature ne fait plus consensus au sein du Parti démocrate. Or, cet attentat renforce encore plus la candidature de Donald Trump, qui passe du statut de multi-condamné à celui de victime, survivant d'un attentat. C'est le discours qu'il préfère : « *Je suis une victime, mais je reste fort pour vous défendre, vous, l'électorat républicain.* » Les démocrates ne peuvent répondre à cet acte que politiquement : renforcer la lutte contre les armes à feu, le terrorisme intérieur, mais aussi s'attaquer sérieusement au problème de la santé mentale aux États-Unis. Ils peuvent également prôner des discours de « raison » et d'unité nationale, qui seraient moins porteurs. Cela se transformera donc en une bataille de discours et de narration. Cependant, l'option républicaine, jouant sur les émotions et les sentiments, ainsi que sur l'idée d'un grand sauveur, me semble beaucoup plus efficace pour dynamiser la base républicaine et convaincre certains indépendants.

Des élus de plus en plus nombreux demandent à Joe Biden de se retirer. Mais l'aile gauche semble le soutenir. Comment l'expliquez-vous ?

Les représentants modérés ou de l'aile conservatrice du Parti démocrate pourraient perdre leurs sièges en novembre si Biden ne remporte pas l'élection. Des élus comme Alexandria Ocasio-Cortez (AOC) sont relativement protégés, dans des circonscriptions qui ne peuvent pas vraiment basculer à droite. Ils ont tout à gagner à soutenir Joe Biden, même si leurs électeurs, souvent jeunes, urbains et issus des classes plus défavorisées, sont très critiques de cette administration, notamment à cause de la gestion de la guerre à Gaza. Le message d'AOC est clair : choisir d'influencer le programme du candidat Biden de l'intérieur. Et, en effet, lors de son meeting dans le Michigan, le candidat a dévoilé les premiers aspects d'un programme plus à gauche avec des mesures très attendues : élargir la Sécurité sociale et Medicare, éliminer toutes les dettes médicales, augmenter le salaire minimum, plafonner l'insuline à 35 dollars pour tous et construire plus ■■■

Le président sortant en compagnie d'Alexandria Ocasio-Cortez, élue à New York, le 22 avril, en Virginie.

de logements sociaux. Les détails ne sont pas encore connus, mais c'est un programme qui répondrait aux demandes des électeurs de l'aile progressiste du parti.

Vous semble-t-il y avoir des différences d'appréciation au sein de l'aile gauche, notamment entre Bernie Sanders et AOC ?

L'aile gauche du Parti démocrate est très divisée sur ces sujets. Il faut rappeler que, principalement à cause de son soutien à Gaza, Jamaal Bowman n'a pas remporté sa primaire dans sa circonscription à New York et ne siègera plus au Congrès. Cori Bush semble aussi en danger dans sa primaire. Ilhan Omar soutient le président, alors que Rashida Tlaib est beaucoup plus critique. Et AOC, qui a remporté sa primaire récemment, a décidé de soutenir le président. Jusqu'à récemment, Bernie Sanders était plus distant. Il soutenait le président à demi-mot en l'encourageant à faire plus de meetings, de

« Si Biden gagne, il faudra, par le parti et par la rue, faire pression sur son administration pour faire passer les lois progressistes. »

TRISTAN CABELLO, HISTORIEN

rencontres et d'interviews pour prouver ses capacités cognitives. Or, depuis le 13 juillet, après que Joe Biden a dévoilé une partie de son programme, Sanders est plus clair : il le soutient et a même écrit toute une tribune à ce sujet pour le *New York Times*. Il souligne toujours ses désaccords avec Biden, comme le soutien des États-Unis à Israël et la nécessité d'un système de santé universel, mais il met aussi en avant les grandes avancées de son mandat (l'annulation de la dette étudiante, la réduction des coûts des médicaments et la défense des droits des femmes). Sanders insiste maintenant sur l'importance de l'unité au sein du Parti démocrate pour combattre Trump. Pour lui, l'élection à venir présente un choix clair entre Biden, qui cherche à répondre aux besoins des familles travailleuses, et Trump, dont les politiques favorisent les riches et sapent la démocratie.

Ce pari de l'aile gauche d'investir la candidature de Biden afin d'y faire accepter un programme très progressiste ne comporte-t-il pas le risque que ce dernier ne soit associé à une éventuelle défaite du président sortant, discréditant ainsi toute idée de changement radical aux États-Unis ?

Oui et non. La victoire du candidat républicain ne serait pas vraiment une victoire des idées de la droite conservatrice. Elle reposerait avant tout sur la faiblesse du camp démocrate, qui peine à mobiliser sa coalition, ou sur un avantage au collège électoral, malgré une possible perte du vote populaire. Les idées progressistes resteraient majoritaires dans le pays (les Américains sont en majorité favorables à Medicare for All, à l'augmentation du salaire minimum, à la régulation des armes à feu et à la lutte contre les discriminations). Si Donald Trump gagne, cela ouvrira de grands débats au sein du Parti démocrate. Contrairement au Parti républicain, il n'est pas toujours en phase avec sa base électorale, et il serait peut-être temps d'une mise à jour plus progressiste et moins centriste, dans le cadre d'une opposition ferme à un président de droite dure comme Trump. Si Joe Biden gagne, il faudra, par le parti et par la rue, faire pression sur son administration pour faire passer ces lois progressistes (qui, au passage, nécessiteront pour la plupart une majorité dans les deux Chambres). Il faudra également engager une véritable discussion sur l'avenir de ce parti qui, depuis Clinton, est élu sur une plateforme progressiste mais échoue, présidence après présidence, à apporter de vraies solutions aux problèmes de la classe ouvrière et de la classe moyenne aux États-Unis. Que Joe Biden perde ou gagne l'élection présidentielle, il faudra clarifier l'offre démocrate, remodeler le fonctionnement du parti et préparer la suite. ■

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR CHRISTOPHE DEROUBAIX

Viktor Orbán place l'UE face à ses contradictions

DIPLOMATIE Ursula von der Leyen a acté le boycott de la présidence hongroise de l'Union européenne à la suite de la mission de paix controversée du premier ministre. Un geste inédit qui révèle les limites de la stratégie de Bruxelles face à la Russie et à la Chine.

L'humiliation peut-elle tenir lieu de diplomatie, a fortiori entre États membres ? En actant le boycott de la présidence hongroise de l'Union européenne à la suite de la mission de paix en solitaire du premier ministre Viktor Orbán à Kiev, Moscou et Pékin, Ursula von der Leyen risque de produire l'inverse de l'effet escompté et de renforcer les nationalistes du continent. Quitte à les dépeindre, au passage, comme seuls tenants d'une solution négociée entre l'Ukraine et la Russie, alors que le dirigeant hongrois a remis un plan de paix à la fin de sa tournée qui comprenait également une rencontre avec Donald Trump dans sa résidence de Mar-a-Lago.

À cet égard, la proposition concomitante du président ukrainien Volodymyr Zelensky de s'asseoir à la table des négociations avec la Russie, pour la première fois depuis mars 2022, ne doit sans doute rien au hasard, alors même que l'Ukraine ne parvient pas à regagner du terrain face aux troupes de Moscou et que l'aide militaire

et financière en provenance des États-Unis, déjà fortement affaiblie, est amenée à se tarir si Donald Trump était élu président en novembre. « Si l'Europe veut la paix et veut avoir son mot à dire dans le règlement de la guerre et la fin de l'effusion de sang, alors le changement de cap doit être élaboré et mis en œuvre dès maintenant », a appuyé Balázs Orbán, le plus proche conseiller du premier ministre hongrois.

DES INITIATIVES « BILATÉRALES »

Ainsi, « à la lumière des récents développements marquant le début de la présidence hongroise », la présidente de la Commission européenne – qui vise, ce jeudi au Parlement, sa réélection – a décidé de n'envoyer que des hauts fonctionnaires au lieu d'un commissaire lors des sommets informels organisés en Hongrie. En conséquence, pour la première fois dans l'histoire de l'Union, la traditionnelle visite du collège des commissaires au début de chaque présidence tournante n'aura pas lieu. « La Commission ne peut pas sélectionner les institutions et les États membres avec lesquels

elle souhaite coopérer », a répondu Janos Boka, le ministre hongrois des Affaires européennes. *Toutes les décisions de la Commission sont-elles désormais fondées sur des considérations politiques ?*

Le chef de la diplomatie européenne, Josep Borrell, avait déjà engagé la passe d'armes avec le national-conservateur hongrois, estimant que les déplacements de Viktor Orbán relevaient d'initiatives « bilatérales » qui ne pouvaient engager l'Union européenne. Selon le haut représentant de l'UE pour les Affaires étrangères, qui avait déjà eu maille à partir avec Ursula von der Leyen sur cette question, la diplomatie est de son strict ressort.

L'UE parviendra-t-elle à écourter la présidence hongroise censée durer six mois afin d'accélérer l'arrivée du Polonais Donald Tusk, plus acquis aux enjeux du surarmement et d'un affrontement avec la Russie ? Les traités ne prévoient pas cette possibilité. L'affaire – inédite – place surtout Bruxelles face à ses propres défaillances et à son manque d'autonomie stratégique. ■

LINA SANKARI



Ursula von der Leyen, au Parlement européen, à Bruxelles, le 16 septembre 2020. YVES HERMAN/FILE PHOTO/ REUTERS



Le 17 juillet, à Nahal Oz. Des familles israéliennes sont toujours en attente de la libération de leurs proches, enlevés le 7 octobre 2023 par les militants palestiniens du Hamas. MENAHEM KAHANA/AFP

Le 7 octobre, le Hamas n'a pas agi seul

PROCHE-ORIENT Human Rights Watch vient de publier un rapport révélant que quatre autres factions armées ont participé à l'attaque menée en territoire israélien. Elle dénonce des crimes de guerre et contre l'humanité mais ne peut enquêter ceux d'Israël à Gaza.

L'organisation américaine Human Rights Watch (HRW) vient de publier un rapport de 236 pages dans lequel elle examine l'attaque menée le 7 octobre dans une zone appelée « l'enveloppe de Gaza », officiellement située en Israël. On a ainsi confirmation que, outre la branche armée du Hamas, soit les Brigades al-Qassam, quatre autres factions armées y ont participé, reconnaissables aux bandeaux portés par leurs combattants. L'une d'entre elles dépend du Djihad islamique, mais les trois autres sont liées à des organisations de gauche comme le Front démocratique pour la libération de la Palestine (FDLP), le Front

populaire de libération de la Palestine (FPLP) et les Brigades des martyrs d'al-Aqsa, formées par des militants du Fatah. La coordination revient néanmoins au Hamas. Des organisations qui, selon HRW, auraient commis de nombreux crimes de guerre et crimes contre l'humanité contre des civils.

Il est intéressant de noter que HRW n'a pas été totalement libre dans son enquête, comme elle le note elle-même : « Human Rights Watch a tenté d'interroger les survivants de tous les sites civils qui ont été attaqués le 7 octobre, mais a finalement été incapable d'interroger ceux des attaques contre Moshav Pri Gan, Moshav Yachini et le festival de musique Psyduck. Le 5 novembre, Human Rights Watch a visité le

kibboutz Be'eri. Malgré de nombreuses demandes, les autorités israéliennes n'ont jamais autorisé Human Rights Watch à visiter les autres sites d'attaque. »

« L'ASSAUT VISAIT À TUER DES CIVILS »

Le rapport de 236 pages, intitulé « I can't Erase All the Blood from My Mind » : Palestinian Armed Groups' October 7 Assault on Israel (« Je ne peux pas effacer tout le sang de mon esprit » : l'attaque du 7 octobre commise par des groupes armés palestiniens contre Israël », documente plusieurs dizaines de cas de violation du droit international humanitaire par des groupes armés palestiniens sur presque tous les sites d'attaque contre des civils,

le 7 octobre. « Les recherches de Human Rights Watch ont révélé que l'assaut mené par le Hamas, le 7 octobre, visait à tuer des civils et à prendre en otage le plus grand nombre de personnes possible », a expliqué Ida Sawyer, directrice de la crise et du conflit à Human Rights Watch.

On sait maintenant, comme l'a révélé la presse israélienne, que nombre de témoignages recueillis immédiatement après le 7 octobre et largement publiés sur les réseaux sociaux étaient faux, comme ceux de bébés décapités ou brûlés dans des fours. On sait également qu'Israël a activé la doctrine Hannibal visant à empêcher par tous

**Bébés décapités
ou brûlés dans des fours :
on sait désormais que
nombre de témoignages
publiés sur les réseaux
sociaux étaient faux.**

les moyens la capture de soldats, y compris en sacrifiant la vie des personnes captives, comme l'ont révélé une enquête du journal Haaretz et un rapport de l'ONU, ainsi que certains militaires israéliens eux-mêmes. Ce qui n'enlève rien à ce qui s'est passé le 7 octobre mais montre à l'évidence que le travail d'enquête est compliqué.

HRW écrit bien que « quelques jours après les attaques, les autorités israéliennes ont coupé les services essentiels à la population de Gaza et bloqué l'entrée de presque tout le carburant et de l'aide humanitaire ; ces actes ont constitué une punition collective, qui est un crime de guerre. Ils ont aussi exacerbé l'impact des plus de 17 années de fermeture illégale de Gaza et des crimes d'apartheid et de persécution commis par Israël contre les Palestiniens ». L'idée de « crime contre l'humanité » n'est jamais évoquée s'agissant d'Israël. Et si, en dix mois de guerre, HRW a publié des communiqués sur la situation à Gaza, aucun n'a la portée de ce rapport publié ce 17 juillet. D'ailleurs, les équipes de HRW sont empêchées par Israël d'entrer dans la bande de Gaza, comme nous, journalistes.

En réponse à des questions posées par l'organisation, les autorités du Hamas ont affirmé que leurs forces avaient reçu pour instruction de ne pas prendre pour cible les civils et de respecter le droit international humanitaire et le droit relatif aux droits humains. Le Djihad islamique, lui, a tenu à affirmer son « plein engagement à adhérer aux valeurs de notre religion, comme en témoigne notre traitement des prisonniers entre nos mains. Nous tenons Human Rights Watch responsable des mensonges et des calomnies contenus dans son rapport ».

« Les atrocités du 7 octobre devraient susciter un appel mondial à l'action pour mettre fin à toutes les exactions contre les civils en Israël et en Palestine », souligne Ida Sawyer. Mais quelle meilleure action pour cela que la fin de l'occupation israélienne des territoires palestiniens ? ■

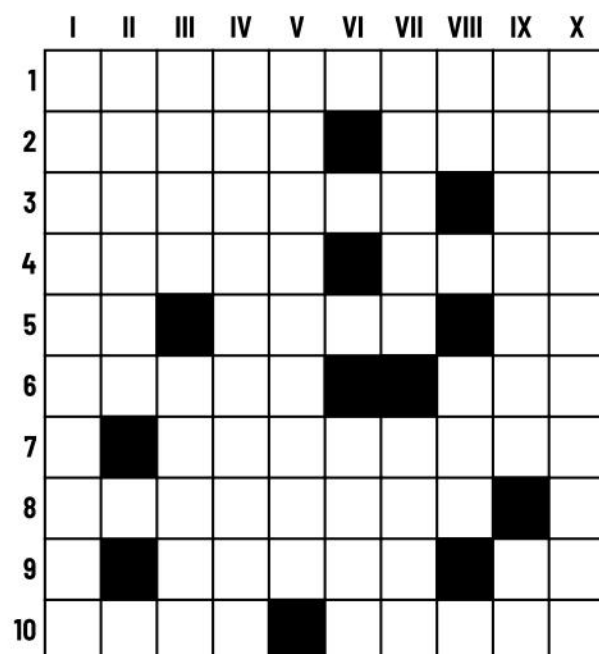
PIERRE BARBANCEY

Carnet

Marie-Lucienne Delhomme est décédée à l'âge de 89 ans.

Née à Crest (Drôme), la professeure d'anglais enseigne d'abord dans le Val-de-Marne, au lycée Jean-Macé de Vitry, puis au lycée Romain-Rolland à Ivry où elle est responsable du Snés. Elle aura à cœur de sensibiliser ses élèves aux combats des Noirs américains, des minorités aux États-Unis, des Africains du Sud contre l'apartheid. Engagée tôt au PCF, elle sera membre du comité de section d'Ivry plusieurs années. Elle participe à la lutte pour le maintien de l'entreprise SKF. Elle est l'interprète pour Dulcie September et Nelson Mandela lors de rencontres dans le Val-de-Marne avec l'ANC. Ex-épouse de Bernard Sigg, appelé du contingent ayant déserté l'armée pendant la guerre d'Algérie, elle a été de ce fait interdite d'enseigner à l'étranger et a travaillé comme journaliste à Alger républicain de 1963 à 1965. Ses obsèques auront lieu au cimetière d'Eygallayes (Drôme), le 20 juillet, à 10 h 30, suivie d'un moment convivial à Mollans-sur-Ouvèze, à partir de 13 heures. *L'Humanité* présente ses condoléances à sa famille et à ses proches.

MOTS CROISÉS N° 23 987 par Martial Dubois



HORIZONTALEMENT

1. Tableau du temps qui passe. **2.** Ion. L'eau d'une rivière. **3.** Familles de singes. Symbole du rad. **4.** Poinçon effilé de bourrelier. Se donner beaucoup de mal. **5.** Psitt. Proclame d'une voix forte. Au doigt de la couturière. **6.** Commune de la Corrèze. Adjectif possessif. **7.** Harangues publiques. **8.** Robe d'un cheval semée de taches noires. **9.** Maître de la pluie. Dieu solaire. **10.** Sur l'Orne. Mille-pattes.

VERTICALEMENT

I. Fruits souterrains servant à produire une huile. **II.** Singes aux très longs membres. **III.** Bout d'oreille. Copie conforme. **IV.** Couperons en de fines tranches. **V.** Pays-Bas. **VI.** Inscription mise sur la croix du Christ. **VII.** Mauvais cheval qui ne vous fera pas gagner aux courses. Pot de chambre lorsqu'il est hygiénique. **VIII.** À la mode. Premier vigneron de l'humanité. **IX.** Couvre-pied. Note. **X.** Replacées verticalement.

SOLUTION HORIZONTALEMENT. 1. Calendrier. 2. Atome. Onde. 3. Cébides. Rd. 4. Alène. 5. Hér. Crie. De. 6. Usses. Nos. 7. Oraisons. 8. Tisonnée. 9. Indra. Rê. 10. Sees. Jules. **VERTICALEMENT.** I. Cacahuètes. II. Atèles. III. Lobe. Sostie. IV. Émincerons. V. Nederland. VI. INRI. VII. Rosse. Seau. VIII. In. Noé. IX. Édrédon. Rê. X. Redressées.

l'Humanité

Fondateur Jean Jaurès **Directeur** Fabien Gay
Société anonyme à directoire et conseil de surveillance. Société nouvelle du journal l'Humanité (SA 99 ans à compter du 1^{er} janvier 1957)
Capital social 3 000 000 euros **Siège social** 5, rue Pleyel, immeuble Calliope, 93528 Saint-Denis CEDEX
Téléphone 01 49 22 72 72
Service aux abonnés Tél. : 01 55 84 40 30
E-mail : relationlecteur@humanite.fr
Vente en kiosques
Gestion, réglage et promotion : agence Boconseil.
Tél. : 09 67 32 09 34.

E-mail : oborscha@boconseilame.fr

Vente militante 01 49 22 73 47**Publicité** Comédiance. Olivier Valentin, président

Tél. : 01 49 22 74 51 (commerciale)

Tél. : 01 49 22 74 53 (annonces classées)

Tél. : 01 49 22 74 89 (annonces légales)

Directoire

Fabien Gay, président du directoire et directeur

de la publication ; Maud Vergnol, codirectrice

de la rédaction ; Anthony Daguet, secrétaire

général et codirecteur de la publication ;

Silvère Magnon, directeur des développements

Conseil de surveillance

Jean-Louis Frostin, président

Actionnaires principaux SAS Fond d'Humanité,

Association des lectrices et des lecteurs

de l'Humanité

Impression POP (La Courneuve), SMP (Vitrolles),

Nancy-Print, CILA (Nantes), MidiPrint (Gallargues)

Numéro ISSN 0242-6870**Dépôt légal** Date de parution**Commission paritaire** 1124 C 79615**Tirage du 16 juillet 2024** 36 320 exemplaires

Imprimé sur des papiers produits en France, Belgique

et Espagne - 60% ou 100% de fibres recyclées - IFDG.

Eutrophisation PTot : 0,01 kg/tonne.



l'Humanité magazine Humanité.fr

HOMMAGE À JEAN JAURÈS

Allocution de Fabien Gay, directeur de l'Humanité

MERCREDI 31 JUILLET 11 H 00

Au Bistrot du Croissant, 146, rue Montmartre, Paris 2^e
③ : Bourse

LES VOYAGES de l'Humanité

Cuba
CUBA NE SE RACONTE PAS. CUBA SE VIT.

DU 28 NOVEMBRE AU 11 DÉCEMBRE 2024 • À PARTIR DE 2 980 €*

LE +

VOYAGE ACCOMPAGNÉ PAR
MAÏTÉ PINERO, EX-CORRESPONDANTE
DE L'HUMANITÉ EN AMÉRIQUE LATINE

RENSEIGNEMENTS ET RÉSERVATIONS
Association Cuba Linda
05 53 08 96 66
cubalinda@wanadoo.fr
voyage@humanite.fr

l'Humanité magazine Humanité.fr

RÉSULTATS



17^e étape

Saint-Paul-Trois-Châteaux
- Superdévoluy (177,8 km)

1. R. Carapaz (EQU/EFE) en 4h 06' 13''
2. S. Yates (GBR/JAY) à 37''
3. E. Mas (ESP/MOV) à 57''

Classement général

1. T. Pogacar (SLO/UAE) en 70 h 21' 27''
2. J. Vingegaard (DAN/Jumbo) à 3' 11''
3. R. Evenepoel (BEL/Soudal) à 5' 09''

Maillot vert (points)

B. Girmay (ERY/Inter-Wanty) 387 pts

Maillot à pois (grimpeur)

T. Pogacar (SLO/UAE) 77 pts

Maillot blanc (meilleur jeune)

R. Evenepoel (BEL/Soudal)

Jeudi - 18^e étape

Gap-Barcelonnette (179,5 km)

Richard Carapaz en super baroudeur

CYCLISME Dans la 17^e étape, entre Saint-Paul-Trois-Châteaux et Superdévoluy (177,8 km), victoire de l'Équatorien. Malgré trois ascensions, les favoris sont restés assez calmes.

Superdévoluy (Hautes-Alpes), envoyé spécial.

De retour dans les Alpes du Sud, en traversant Sa Majesté la Drôme, nous eûmes comme un soupçon d'émotion rehaussée par la splendeur des paysages alentour. Entre Saint-Paul-Trois-Châteaux et Superdévoluy (177,8 km), la route de la Grande Boucle retrouva parfois des échos valeureux, avec cette saveur authentiquement populaire qui réchauffa nos cœurs. À Nyons (km 31), bien avant la survenue des coursiers, le chroniqueur eut une pensée pour l'enfant du pays, Adrien Bertrand (1888-1917), journaliste et écrivain, récompensé du prix Goncourt 1914 pour son roman *l'Appel du sol*, texte magistral dans lequel il décrivait en détail la vie d'un bataillon de chasseurs alpins brisée par l'enfer du front durant la Première Guerre mondiale. Bien avant d'autres, il critiquait déjà les agissements de l'état-major de l'armée française et, allez savoir pourquoi, le souvenir formateur de cette lointaine lecture accompagna la dureté d'une journée en moyenne montagne.

À LA LIMITE DE LA RUPTURE

Et que dire de cette foule compacte, à Serres, à Veynes, puis à Gap, amassée tel un mur, rangée de milliers d'yeux dans l'inextricable réseau de fils de regards. Comme disait Blondin, avec le Tour, nous avons périodiquement la « fête qui tourne ». En découvrant, en toute fin de parcours, les pentes vers le Dévoluy par les cols Bayard (2^e cat.) puis du Noyer (7,5 km à 8,1 %, 1^{er} cat.) et par la côte terminale de Superdévoluy (3,8 km à 5,9 %), la tentaille de la souffrance, mais aussi celle du plaisir d'être adulés, pourrait enserrer les



Richard Carapaz (EFE) lors de l'ascension du col du Noyer. ÉTIENNE GARNIER/AFP

coureurs, happés malgré eux dans la nécessité de la contemplation.

À l'heure du déjeuner, les 148 rescapés décidèrent des élancer pleine bourre. D'abord par un coup de bordure en raison du vent latéral, à l'initiative des Visma de Jonas Vingegaard. Puis, toujours à vive allure, le peloton s'étira sur des routes pré-grimpantes, toujours à la limite de la rupture. Partis comme des furieux affamés, nous imaginions les dialogues spumeux et hallucinés qui couraient de bouche en bouche, chacun pensant maladroitement à part soi. Sauve-qui-pouvait. Ce fut un train fou, démentiel, que seule la quête de gloire ou d'absolu, dans les

tréfonds des rares âmes encore grisées, pouvait expliquer. L'échappée des baroudeurs mit toutefois un temps infini à se constituer. Il fallut attendre 50 kilomètres pour laisser place à quatre audacieux qui tentèrent l'aventure vaille que vaille (Jungels, Grégoire, Benoot et Cort Nielsen), pris en chasse par des grappes successives d'ambitieux (beaucoup de Visma).

Le raid prit finalement le large et dura toute l'après-midi. Alors, laissant Gap derrière eux, les coureurs pénétrèrent dans cette zone d'élévations cumulées, brèves mais assez meurtrières. Le ton devint plutôt larghetto dès le col Bayard, alors que Madouas, Martin, Simon Yates et

Carapaz allaient réussir leur forcing pour rejoindre les fuyards. Nos héros vivants de Juillet, impassibles ou contraints, volontaires ou désabusés, découvrirent un ciel si crayeux que, à l'horizon, l'hostilité ensauvagée des Hautes-Alpes se devinait à défaut de se découvrir visuellement. Le peloton s'émietta en lambeaux, on voyait à travers depuis un moment.

VINGEGAARD FÉBRILE

Dans le col du Noyer, point culminant du jour (1 664 m) placé à 11 bornes du but, nous pensâmes très fort à Luis Ocana. Si Orcières-Merlette demeure associé à son souvenir, dans le Tour 1971, ce fut bien sur ces rampes abruptes que l'Espagnol bâtit sa légende lors de la 11^e étape. Échappé avec le maillot jaune Joop Zoetemelk et Lucien Van Impe, le leader de chez Bic s'envola dans cette ascension du Noyer, à 60 kilomètres de l'arrivée, pour aller cueillir un triomphe en solitaire et s'emparer du paletot jaune.

La mélancolie, mère nourricière de la Petite Reine, ne s'effaça pas au profit du feuilleton spectral des deux « fantastiques » Pogacar-Vingegaard, quand se propagèrent très vite des ondes de souffrance et de vibrations sur des corps trop élaborés pour ne pas s'en dispenser. Car, pour une fois, l'essence de la course se déroula à l'avant, parmi les courageux attaquants. Un baroudeur allait enfin triompher en la personne du vultueux équatorien Richard Carapaz (EFE), qui s'isola de Yates dans le col du Noyer et résista dans la montée roulante vers Superdévoluy. Dans le peloton, qui naviguait à près de neuf minutes, l'attaque de Tadej Pogacar fut foudroyante avant le sommet. Vingegaard courba vraiment l'échine, Evenepoel limita la casse. Tout rentra dans l'ordre dans la descente, menée à tombeau ouvert. Mais dans les pourcentages de Superdévoluy, ce fut Remco Evenepoel qui distança ses deux adversaires et leur reprit une poignée de secondes. Acte symbolique. Et psychologique. Pas de doute : nous vîmes chez Vingegaard des signes d'une extrême fragilité...

Sur ces monts, le chroniqueur se força à percevoir la poursuite d'une œuvre élogique. Devant la salle de presse, installée sur la ligne d'arrivée, nous prîmes une grande respiration devant les grands ensembles de la station, en regard du front de neige immaculé par sa verdure d'été, proposant tous les ingrédients de séjours en montagne à bas prix. Dans les années 1960 et 1970, Superdévoluy incarnait le fragile espoir d'un ski pour tous, populaire et familial. Face aux stations mastodontes et au changement climatique, le modèle se cherche désormais, même si les traces de cette utopie collective restent bien présentes. Comme un soupçon d'émotion rehaussée par la splendeur des paysages alentour. ■

JEAN-EMMANUEL DUCOIN

RÉCIT



Sur scène, l'Argentin fait entendre la voix des sans-voix, des sans-terre, des « sans-dents ».
CHRISTOPHE RAYNAUD DE LAGE

Moi, Tiziano Cruz, indigène



THÉÂTRE

L'artiste originaire du nord

de l'Argentine a présenté deux volets d'une trilogie démarrée il y a deux ans. En langue quechua, *Wayqeycuna* signifie littéralement « mes frères à moi ».

Avignon (Vaucluse), envoyée spéciale.

O

n n'est pas loin de la fin, de la fin de cette 78^e édition qui s'achèvera le 21 juillet. L'espagnol étant la langue invitée cette année, on a pu retrouver des artistes du Vieux Continent – Angelica Liddell ou La Ribot – et découvrir des voix venues de plus

loin, du Chili, du Pérou, d'Uruguay ou d'Argentine. Après le spectacle de l'Argentine Lola Arias, *Los dias afuera* (lire notre édition du 8 juillet), ce fut au tour de Tiziano Cruz d'entrer sur scène.

Qu'il soit face au public ou qu'il embarque les spectateurs dans une parade le long des remparts d'Avignon, Tiziano Cruz au Festival fait soudain entendre la voix des sans-voix, des sans-terre, des « sans-dents ».

« Tout ce que vous voyez, je le suis. Vide de langue, vide de territoire. J'ai quitté ma maison pour fuir la pauvreté et la violence, j'ai tout quitté, absolument tout, pour appartenir à

quelque chose. Je me suis laissé violer par les institutions du pouvoir », dit-il dans *Soliloquio*, adresse au public qu'il va réitérer dans *Wayqeycuna*.

Wayqeycuna raconte le retour au pays natal, dans un village perché quelque part dans la cordillère des Andes, dans la province de Jujuy au nord de l'Argentine, là où Tiziano Cruz a passé son enfance. Et les souvenirs enfouis dans sa mémoire refont surface, tissent la trame d'une œuvre protéiforme où les mots, la musique, la danse laissent éclater une parole poétique et politique d'une beauté et d'une puissance incommensurables. De cette mémoire enfouie au plus profond de son être, il fait théâtre. Il y est question du sort réservé aux Indigènes, à la culture indigène, de la violence du pouvoir colonial qui perdure encore aujourd'hui.

Dans ce monde globalisé où l'art est aussi un marché, Tiziano Cruz met en jeu les contradictions inhérentes qui l'assaillent, entre sa condition d'Indigène et son statut d'artiste, quand une partie de son moi est assignée à la marge tandis que l'autre se produit dans les théâtres du monde entier. On mesure combien les artistes (mais aussi tous les migrants d'hier et d'aujourd'hui), combien ces artistes venus d'ailleurs ne prennent pas mais donnent. Ils apportent dans leurs bagages un petit plus d'humanité

qu'ils nous offrent, remettent le mot solidarité au cœur d'une Europe ethnocentrée. Tiziano Cruz décentre notre regard, et les questions qu'il soulève sur le plateau, d'au loin qu'elles proviennent, de ce petit village perdu dans la cordillère, sont aussi les nôtres. Cette invitation à partager sa réflexion oblige le spectateur à sortir de sa zone de confort, à ne pas se contenter de s'abriter derrière sa bonne conscience quand le monde est un volcan dont les secousses sismiques crachent des laves de haine et de peur.

LES DÉGÂTS PROVOQUÉS PAR L'ULTRALIBÉRALISME

« Il n'y a pas de place dans l'art pour les pauvres », balance Tiziano Cruz. Les pauvres ne fréquentent pas, ou plus, ou si peu les œuvres d'art, pourrait-on ajouter. Au fond, qu'est-ce qui est populaire ? Où doit-on placer le curseur du mot populaire ? « Il existe une institutionnalisation de l'indigénisme qui dépolitise notre condition en tant que culture indigène, la transformant en patrimoine de classe d'un groupe limité, une gauche lettrée qui parle bien mais ne sait pas parler à mon peuple. » C'est dit sans acrimonie, sans violence, et ça nous percute de plein fouet. Dans son bleu de travail d'un blanc immaculé, Cruz revient chez les siens que, au fond, il n'a jamais quittés. Il se tient droit pour nous donner en partage les fruits de sa réflexion sur cette humanité déchirée qui s'ignore, sur les dégâts provoqués par l'ultralibéralisme. Ce que veut le pouvoir, ajoute-t-il, c'est « que nous nous divisions, que nous nous victimisions ». Il sait qu'il sera toujours cet Indigène, ce « bâtard » dans une Amérique où « le pouvoir est blanc », et cela le rend suspect. Alors il danse, brandissant un tissu joyeusement coloré de pompons multicolores. Là-bas, dans ces paysages balayés par le vent, les hommes respectent la nature, les animaux. Il y a un savoir-faire ancestral qui a perduré malgré la colonisation, malgré le libéralisme, malgré ce grand marché mondial où tout s'achète et se vend. Jouer, pour lui, c'est résister ; c'est raconter la mort de sa sœur à 18 ans, faute de soins, qui ne souriait plus car elle n'avait plus de dents. C'est montrer les visages burinés de cette communauté qui ne demande qu'à vivre.

Alors Tiziano Cruz danse comme chantait Atahualpa Yupanqui, cet autre poète argentin. Et tous deux nous parlent d'un monde où la terre, les étoiles, le soleil sont notre bien commun, le plus beau capital face au capitalisme ravageur. ■

MARIE-JOSÉ SIRACH

Soliloquio et *Wayqeycuna* ont été joués jusqu'au 14 juillet.

THÉÂTRE Le colis de Jeff Bezos

Jeff Bezos est là, en toute simplicité. Il nous rappelle qu'avec ses petits copains de la Silicon Valley, il s'intéresse au spatial, à l'intelligence artificielle, à la robotique, etc. Convaincu qu'il possède les gènes de la réussite financière en taille XXL. En 1994, celui qui deviendra l'homme le plus riche au monde a lancé Amazon. Au départ, il a vendu des livres, puis il s'est diversifié. Employant aujourd'hui des milliers de salariés exploités et mal payés dans le monde entier. Dans *J'aurais voulu être Jeff Bezos*, Arthur Viadieu, auteur et metteur en scène primé au concours des jeunes metteurs en scène du Théâtre 13 à Paris en 2021, démonte la mécanique. Les comédiens Bob Levasseur, Chloé Chycki, Claire Olier, Mathias Minne et Roma Blanchard ne font pas de morale. Mais ils font rire sans donner envie de passer commande... ■

G. R.

J'aurais voulu être Jeff Bezos, 12 h 20, Le 11.
Rens. : 04 84 51 20 10 et www.11avignon.com

Maria Martínez, chanteuse et chat sauvage



THÉÂTRE Blandine Savetier met en scène Natalie Dessay et Anne-Laure Ségla dans un texte mystérieux de Marie NDiaye.

Envoyé spécial.

C'est à peine si Maria Martínez a vraiment existé. Dans *Un pas de chat sauvage*, Marie NDiaye (co-édition Flammarion / musées d'Orsay et de l'Orangerie) lui rend cependant un bel hommage, porté à la scène dans l'adaptation de Waddah Saab et Blandine Savetier. Cette dernière signant aussi la mise en scène. La musique est de Greg Duret. Le texte, aux allures fantastiques, est servi sur

le plateau par deux fameuses comédiennes chanteuses, Natalie Dessay et Anne-Laure Ségla.

Maria Martínez, née à La Havane, arrive en France en 1850. Chanteuse et musicienne, elle est surnommée « La Malibran noire » en référence à la célèbre mezzo soprano d'origine espagnole née en 1808. De l'une comme de l'autre, aucun enregistrement n'existe, évidemment, mais seulement des écrits, souvent louangeurs. Théophile Gautier a correspondu avec elle. Charles Beaudelaire, ému, évoque « l'infortunée Mme Martínez (qui

traîne dans les cafés lyriques ». Le photographe Nadar aurait aussi réalisé quelques portraits supposés de Maria Martínez, les documents étant légendés : Maria l'Antillaise.

Ici, la narratrice, professeure d'université, est en mal d'inspiration pour écrire un roman sur la chanteuse. Elle fait la connaissance d'une certaine Marie Sachs, qui elle aussi s'intéresse à Maria Martínez. Mystère, comment sait-elle que la narratrice, qu'elle ne connaissait pas, travaille sur le même sujet ?

Marie Sachs est chanteuse et se produit dans un cabaret connu sous le nom de l'Alhambra. La professeure est invitée à venir l'écouter. Puis, subitement, Marie Sachs disparaît. Comme l'avait fait en son temps Maria Martínez, femme noire qui n'a jamais rencontré un succès durable et fut confrontée sans cesse au racisme crasse de cette époque. Elle retourna alors en Espagne en 1863, retrouvant l'anonymat et une grande pauvreté. Sa trace se perd. C'est cette histoire envoûtante que raconte avec passion ce *Pas de chat sauvage*. ■

GÉRALD ROSSI



Anne-Laure Ségla interprète la chanteuse Marie Sachs. RÉGIS ESPANET

Un pas de chat sauvage, 16 h 30,
Théâtre des Halles.
Rens. : 04 32 76 24 51
et theatredeshalles.com.

Firmine Richard est Olympe de Gouges



THÉÂTRE Franck Salin met en scène les derniers jours de l'autrice de la Déclaration des droits de la femme et de la citoyenne.

Envoyé spécial.

Franck Salin, dit Frankito, s'est inspiré des textes d'Olympe de Gouges (1748-1793) pour écrire cette *Olympe* qu'il met en scène, avec dans le rôle-titre la remarquable Firmine Richard. Olympe de Gouges, guillotinée à Paris, était née à Montauban, en Occitanie. Firmine Richard est native de la Guadeloupe et vit à Paris. C'est ce rapprochement des cultures qui a guidé Frankito, et le compositeur Edmony Krater accompagné en direct par Eugénie

Ursch et Thierry Mvié. On retrouve Olympe de Gouges prisonnière dans sa cellule de l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés. Elle est l'autrice en 1791 de la Déclaration des droits de la femme et de la citoyenne. Pour le metteur en scène, elle mérite « la reconnaissance de toutes les femmes et tous les hommes de notre temps, quelles que soient leurs origines. Révolutionnaire enthousiaste, elle a revendiqué toutes les libertés ». Olympe de Gouges a également mené des combats contre l'esclavage. Depuis sa prison, la

militante et poétesse passe en revue quelques épisodes de sa vie. Certains de ses propos sont dits en occitan, la langue maternelle d'Olympe de Gouges, et d'autres en créole, langue maternelle de Firmine Richard. Par cette mixité de langues, Frankito fait cohabiter ces deux cultures, ce qui « ouvrira, (il) en (est) persuadé, des champs inexplorés ». Déjà, cette Olympe est remarquable. ■

G. R.

Olympe, 18 h 15, chapelle du Verbe incarné. Rens. : 04 80 14 07 49
et verbeincarne.fr.

Pour la première fois, les JOP sont paritaires.
Portraits de sportives qui ont marqué l'histoire de leur empreinte.

Ana Fidelia Quirot, la «Tempête des Caraïbes»

À l'aube des années 1990, la spécialiste cubaine des 400 et 800 mètres enchaîne les titres. Après un accident domestique qui faillit lui coûter la vie, elle renaît de ses cendres et revient dans la course.

Santiago de Cuba est le berceau de toutes les révolutions. Après la victoire des «barbudos» contre la dictature de Batista en 1959, la province la plus occidentale de la Grande Île est aussi celle qui a enfanté un grand nombre de sportifs. Ana Fidelia Quirot en est. Originaire de Palma Soriano, elle voit le jour le 23 mars 1963 au sein d'une famille de révolution-

naires – son prénom est un hommage au commandant Fidel Castro. Elle a une dizaine d'années lorsqu'elle s'initie à la course, sans prendre la chose au sérieux, au grand dam de son entraîneur qui a repéré son potentiel. À 12 ans, elle est sélectionnée pour une compétition internationale en Hongrie où elle décroche le bronze au 60 mètres. Après l'École d'initiation scolaire de Santiago de Cuba, elle intègre l'École supérieure de professionnalisme à La Havane. «J'ai commencé à courir sur 100 mètres, mais j'étais trop lente au départ, je n'avais pas "l'arraché" nécessaire», raconte-t-elle à l'Humanité en 2002. Qu'à cela ne tienne, elle se spécialise aux 400 et 800 mètres plats.

L'âge de l'insouciance rime avec entraînement intensif : son corps est mis à rude épreuve. «À l'âge des copains et des fiancés, un athlète fait des sacrifices que l'on ne mesure pas», affirme-t-elle encore à notre journal. La coureuse déploie une éner-

«Je ne suis pas surnaturelle. De la volonté, tout le monde en a.»

gie époustouflante. Ses «sacrifices» se comptent bientôt en nombre de victoires. En 1978, elle rafle l'or aux Jeux centra-méricains. Puis elle cumule 30 médailles au 800 mètres entre 1987 et 1990 et 15 autres consécutives au 400 mètres. Son pays et ses compatriotes, qu'elle ne manque jamais de saluer, la surnomment la «Tempête des Caraïbes». À cinq reprises, elle est sacrée meilleure sportive cubaine de l'année. En 1989, elle est élue meilleure athlète féminine mondiale. Son palmarès est impressionnant, mais sa carrière olympique souffre des tensions géopolitiques. En raison de la politique de boycott contre boycott, Ana Fidelia Quirot ne participe pas jeux Olympiques de Séoul en 1988. Elle tient sa revanche en 1992, à Barcelone, où malgré une blessure, elle remporte le bronze.

La vie sourit à la Cubaine. Elle décide de raccrocher les pointes un temps car elle attend son premier enfant. Mais tout bascule le 22 janvier 1993.

L'athlète est victime d'un grave accident domestique. Les flammes lui dévorent le visage, le cou, le thorax, les bras ; son corps est brûlé au troisième degré à près de 40 %. Transférée à l'hôpital Ameijeiras qui surplombe le Malecon, à La Havane, elle est plongée dans le coma. Les médecins pratiquent une césarienne afin de sauver sa petite fille de sept mois, qui décédera quelques jours plus tard.

Malgré l'horreur et le chagrin, Ana Fidelia survit. Cuba se presse au chevet de la miraculée. À Fidel Castro qui lui rend visite, elle promet : «Je courrai de nouveau.» Personne n'ose y croire. Mais Ana Fidelia n'est pas femme à renoncer. Commence alors un long calvaire de souffrances physiques et psychologiques : accepter ce corps défiguré, supporter les soins, endurer les opérations chirurgicales et les greffes.

Tel un phénix qui renaît de ses cendres, elle se redresse et se bat. Avec son compagnon de course, Martin García, elle s'entraîne à monter et descendre les escaliers du centre hospitalier. Peu à peu, le souffle revient, elle retrouve des sensations, se remet à courir malgré la douleur que lui provoque chaque geste.

Ana Fidelia s'accroche. «De la volonté, tout le monde en a. Je ne suis pas surnaturelle. J'ai tenté, j'ai voulu voir ce que ça allait donner. Si vraiment j'avais vu que ce n'était pas possible, j'aurais arrêté. (...) Et puis il y a eu tous ces encouragements qui sont venus du monde entier. (...) Tous ces gestes m'ont beaucoup motivée. Je savais que je n'étais pas seule», précise-t-elle dans nos colonnes en 1996.

Onze mois seulement après le drame, la voilà à nouveau sur les pistes de Ponce, à Porto Rico, où se déroulent les Jeux centraméricains. Elle n'a pas encore récupéré l'entière mobilité de ses mouvements, mais la «reine» se hisse à la deuxième place et vole même la vedette à la gagnante.

En 1995, sept opérations plus tard, on la retrouve aux championnats du monde de Göteborg. Couloir n° 5, la Cubaine s'élance. Un tour de piste, puis au second, l'accélération est parfaite, elle double ses concurrentes et s'impose de manière spectaculaire. Le stade est médusé. La «Tempête des Caraïbes» signe un incroyable retour. Pieds nus, elle entame un tour de piste portée par la ferveur du public. Sur le podium, ses pensées vont au peuple cubain, celui-là même qui a toujours été à ses côtés. Elle réitère son exploit en 1997, aux mondiaux d'Athènes, puis met un terme à sa carrière sans avoir décroché l'or aux JO, la Russe Svetlana Masterkova lui ayant ravi le Graal à Atlanta en 1996. Mais Ana Fidelia Quirot peut se prévaloir d'une autre distinction, celle du courage et de la dignité. ■

CATHY DOS SANTOS

